

Période du 3 au 9 mai 2010

Revue de la presse turque du 09.05.2010	TRT 09/05/2010	Page 1
Les premières dames turques ont le droit de porter le foulard dans les cérémonies officielles	OVIPO 09/05/2010	Page 2
Cohn-Bendit à Sarkozy: pour soulager la Grèce, rapprocher la Turquie de l'UE	AFP 08/05/2010	Page 4
Deux soldats turcs tués dans des attentats attribués aux rebelles kurdes	AFP 08/05/2010	Page 5
Les présidents turc et syrien discutent de l'Iran et d'Israël	AFP 08/05/2010	Page 6
L'Iran accepte une proposition de discussions avec les Occidentaux	AFP 08/05/2010	Page 7
Revue de la presse turque du 08.05.2010	TRT 08/05/2010	Page 8
Approuvée par le Parlement, la révision constitutionnelle sera soumise à référendum mais aussi à la Cour constitutionnelle...	OVIPO 08/05/2010	Page 9
Tariq Ramadan et la Turquie colonisée	Turquieeuropeenne.eu 08/05/2010	Page 10
Des militaires turcs jugés pour des projets supposés d'assassinats	AFP 07/05/2010	Page 11
Nucléaire: le dîner organisé par l'Iran était "une bonne réunion" (Mottaki)	AFP 07/05/2010	Page 12
Se réjouir des malheurs de la Grèce ? (Star)	Courrier International 07/05/2010	Page 13
L'ancien président Jacques Chirac en visite en Turquie	AFP 07/05/2010	Page 14
Bachar al-Assad en visite ce week-end en Turquie	AFP 07/05/2010	Page 15
Turquie: probable référendum pour approuver une réforme constitutionnelle	AFP 07/05/2010	Page 16
Gazprom fait des concessions à la Turquie pour un feu vert sur South Stream	AFP 07/05/2010	Page 18
Turquie: deux soldats, cinq rebelles kurdes tués dans des combats	AFP 07/05/2010	Page 19

Revue de la presse turque du 07.05.2010	TRT 07/05/2010	Page 20
Le bon côté de la crise grecque : l'espoir d'une détente avec la Turquie	Les Echos 07/05/2010	Page 21
Turquie : adoption de deux articles majeurs de la révision constitutionnelle lancée par le gouvernement	OVIPO 07/05/2010	Page 22
Ukraine-Turquie: vers l'abrogation des visas et des taxes	RIA Novosti 06/05/2010	Page 24
Difficile démocratisation de la justice en Turquie	Le Monde 06/05/2010	Page 25
Erdogan soumettra sa réforme de la Constitution à référendum	AFP 06/05/2010	Page 27
Le parlement turc accepte de modifier une haute instance judiciaire	AFP 06/05/2010	Page 28
Revue de la presse turque du 06.05.2010	TRT 06/05/2010	Page 29
La Turquie manipulée par l'Occident ?	Zaman France 06/05/2010	Page 30
Turquie : Pour qui voteriez-vous aujourd'hui s'il y avait des élections ?	Zaman France 06/05/2010	Page 32
Le parlement turc rejette un article clé de la réforme de la Constitution	Zaman France 06/05/2010	Page 33
La laïcité turque enfreint les libertés religieuses	Zaman France 06/05/2010	Page 34
1er mai : la fin du coup d'Etat du 12 septembre ?	Zaman France 06/05/2010	Page 35
Grèce - Turquie : Réduction forcée du budget militaire	Zaman France 06/05/2010	Page 36
L'Anatolie : "véritable berceau du christianisme"	Zaman France 06/05/2010	Page 37
Medvedev à Ankara les 11 et 12 mai	RIA Novosti 06/05/2010	Page 39
Identité nationale : Turc on est, turc on reste	Courrier International 06/05/2010	Page 40
Revue de la presse turque du 05.05.2010	TRT 05/05/2010	Page 41
Revue de la presse étrangère hebdomadaire sur la Turquie du 05.05.2010	TRT 05/05/2010	Page 42

Dissidence dans les rangs de l'AKP, lors du vote d'un article important de la révision constitutionnelle	OVIPO 05/05/2010	Page 44
En Turquie, l'éolien a le vent en poupe	Econostrum.info 04/05/2010	Page 45
La Turquie parie sur le tourisme médical	Econostrum.info 04/05/2010	Page 46
Turquie: un général et un procureur devant la justice pour complot	AFP 04/05/2010	Page 47
Ankara dit faire son possible pour éviter un affrontement Occident/Iran	AFP 04/05/2010	Page 48
Les négociations de paix sur Chypre reprendront fin mai, selon l'ONU	AP 04/05/2010	Page 49
Revue de la presse turque du 04.05.2010	TRT 04/05/2010	Page 50
Après l'échec de sa candidature à l'Exposition Universelle de 2015, Izmir cherche à relancer son attractivité internationale	OVIPO 04/05/2010	Page 51
Le Parlement turc rejette une réforme de la Constitution	Les Echos 04/05/2010	Page 52
Le parlement turc rejette un article clé de la réforme de la constitution	AFP 03/05/2010	Page 53
Turquie: l'inflation passe sur la barre des 10% en avril, à 10,2% (officiel)	AFP 03/05/2010	Page 54
Chypre: reprise des négociations prévue	AFP 03/05/2010	Page 55
Grèce: la réduction des armements compliquée par la relation gréco-turque	AFP 03/05/2010	Page 56
Revue de la presse turque du 03.05.2010	TRT 03/05/2010	Page 57
Turquie : la fin des peurs	Turquieeuropéenne.eu 03/05/2010	Page 58

Revue de la presse turque du 09.05.2010

TRT - 09/05/2010

« Nous ne voulons pas de guerre dans la région, que chacun agisse en conséquence » titre Zaman qui rapporte les déclarations du président Abdullah Gül précisant ne pas souhaiter voir une nouvelle guerre dans la région, dans une période où les sanctions concernant le programme nucléaire de l'Iran sont à l'ordre du jour. « Cette région ne peut pas supporter une nouvelle guerre ou des activités semblables à la guerre. Tout le monde doit agir en conséquence » aurait affirmé M. Gül accueillant le président syrien Bechar al Asad. Le président Gül aurait également attiré l'attention sur le fait que la priorité du monde devrait être la paix au Moyen-Orient, indique le journal.

L'information titrée, « comité chargé de réfléchir à l'avenir de l'UE : respectez la Turquie ! » du journal Yeni Şafak, rapporte que le comité chargé de réfléchir à l'avenir de l'Union européenne créé il y a deux ans à la demande insistante du président français Nicolas Sarkozy, alors exerçant la présidence tournante de l'UE, a complété son rapport qu'il a transmis à la présidence du Conseil de l'Union européenne. Selon l'information, le comité en question constitué de 12 personnes qui ont rédigé le rapport concernant comment l'Europe devrait se structurer jusqu'en 2030, a précisé que « conformément à sa politique de participation et d'engagement, l'UE devrait avancer dans le processus de négociation en respectant les promesses accordées aux pays dont elle a officiellement accepté la candidature, y compris la Turquie ». Le rapport souligne que « les limites réelles de l'Europe ne se fixent pas par rapport à la géographie, comme le défend M. Sarkozy, mais par rapport aux valeurs ».

Haber Türk évoque une première décision du genre de la part de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans son information titrée, « Le nucléaire d'Israël sera mis sur le tapis ». Selon l'information les activités secrètes nucléaires d'Israël pourraient, pour la première fois, être à l'ordre du jour de la réunion de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui se tiendra le mois prochain. L'information qui se réfère à l'agence Associated Press, précise que le sujet intitulé « La capacité nucléaire d'Israël » figure en 8ème place dans l'ordre du jour pas encore confirmé du Conseil d'administration de l'AIEA qui se tiendra le 7 juin. Le journal attire l'attention que c'est la première fois dans l'histoire de 52 ans de l'organe de décision de l'Agence que la question nucléaire d'Israël est évoquée.

« Les votes des immigrés prennent de la valeur » titre le quotidien Cumhuriyet précisant que si les Chrétiens démocrates au pouvoir en Allemagne ne pouvaient pas sortir vainqueurs des élections du Land allemand Rhénanie-du-Nord-Westphalie, la politique allemande pourrait très probablement entrer dans une impasse. Ces élections au Land sont également sujettes aux débats du fait du rôle de la communauté turque. Le journal attire l'attention sur le fait que les votes des nouveaux électeurs immigrés, dont la plus grande partie est constituée par la communauté turque, ont une importance toute autre.

Les premières dames turques ont le droit de porter le foulard dans les cérémonies officielles

Jean Marcou
Observatoire de la Vie Politique Turque (OVIPT) - 09/05/2010



À la fin du mois d'avril dernier, un procureur d'Ankara a rejeté le recours d'une association de femmes qui contestait le droit des premières dames turques (Hayrünnisa Gül, l'épouse du président de la République et Emine Erdoğan, l'épouse du premier ministre) de porter le foulard islamique, dans les cérémonies officielles. Cette décision judiciaire intervient après les multiples incidents provoqués, au cours des deux dernières décennies, par le port du voile en Turquie. Clot-elle pour autant définitivement le débat ?

Revendication emblématique des partis islamistes turcs «Refah» et «Fazilet», dans les années 1980 et 1990, le port du «Turban» a d'abord été le fait des étudiantes. Interdit à l'université par deux décisions de la Cour constitutionnelle, en 1989 et 1991, le port de ce foulard islamique noué derrière le cou (de création récente) est revenu à l'ordre du jour, en février 2008, lorsque par une révision constitutionnelle, le gouvernement de l'AKP a tenté de lever cette interdiction en vain, la Cour constitutionnelle s'y étant à nouveau opposé. Depuis, la situation du «Turban» sur les campus est incertaine. Officiellement interdit, il est pourtant souvent toléré, notamment dans les universités privées.

Toutefois, depuis la fin des années 1990, c'est également au sommet de l'Etat turc que le «Turban» défraye de plus la chronique. À cet égard, rappelons quelques dates et quelques événements marquants. En 1999, une députée du «Fazilet Partisi», Merve Kavakçı, fraîchement élue, pénètre, la tête couverte, dans la Grande Assemblée Nationale, pour y prêter serment. Elle est expulsée manu militari de l'hémicycle, et sera même par la suite déchue de sa nationalité turque. Le 29 octobre 2003, alors que l'on célèbre la fête nationale, pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, le président laïque, Ahmet Necdet Sezer, refuse d'accueillir au Köşk (sa résidence de Çankaya), les femmes des ministres du parti majoritaire. Nouveau scandale et nouvelles polémiques ! Mais le plus spectaculaire est encore à venir... Lors des semaines qui précèdent l'élection présidentielle de 2007, le «Turban» devient un véritable abcès de fixation dans le conflit qui voit durement s'affronter le parti gouvernemental au camp laïque. L'une des raisons majeures invoquée par ce dernier, pour s'opposer à la candidature présidentielle de Recep Tayyip Erdoğan ou à celle d'Abdullah Gül, est en effet, le couvre-chef de leur épouse ! Finalement, Abdullah Gül est élu et le cauchemar des «laikçi» se réalise : le «Turban» d'Hayrünnisa pénètre dans le «Köşk». Par la suite, on s'est habitué à voir les foulards multicolores d'Hayrünnisa et les «Turbans» plus classiques d'Emine dans les cérémonies officielles et les conférences internationales, alors même que nombre de premières dames de pays musulmans y viennent têtes nues (sur la photo Hayrünnisa Gül en compagnie d'Asma El-Assad, l'épouse du président syrien, lors d'une rencontre bilatérale turco-syrienne récente).

Pourtant, cette pratique doit-elle être considérée comme un usage toléré ou comme un comportement désormais officiellement admis dans un pays laïque particulièrement sensible sur le sujet ? C'est bien la question qui était posée récemment à ce procureur d'Ankara par une organisation féministe.

Rappelons que très récemment le «Turban» d'Emine Erdoğan a ravivé la polémique, en étant au cœur d'un incident grave, qui s'est produit le 2 février dernier à l'Assemblée nationale. Le premier ministre ayant raconté, en effet, lors d'une interview télévisée, qu'en 2007, en raison de son voile, son épouse s'était vu interdire l'accès du GATA (Hôpital militaire de Gülhane à Istanbul), où elle voulait rendre visite à un acteur célèbre (Nejat Uygur) qui y était hospitalisé, Osman Durmuş, un député du MHP s'était demandé, goguenard, comment on avait «pu oser refuser l'entrée du GATA à la femme d'un premier ministre qui est considéré comme un prophète.» Pour comprendre le fin mot de l'histoire, il faut rappeler que ce commentaire faisait allusion à un discours prononcé par le responsable AKP de la province d'Aydın qui, en novembre 2009, avait qualifié Recep Tayyip Erdoğan, de nouveau prophète. L'intervention sarcastique du député nationaliste avait provoqué la colère du premier ministre et une bagarre entre députés de l'AKP et du MHP. Interrogé par la suite sur l'interdiction d'accéder au GATA faite à l'épouse voilée du chef du gouvernement turc, le chef d'état major, Ilker Başbuğ, s'en était étonné en expliquant qu'il s'agissait probablement d'une manifestation inopportune de zèle de la part de la sentinelle de service.

On sait pourtant que des signes religieux comme le port de la barbe ou celui du «Turban», sont rigoureusement prohibés dans les enceintes militaires en Turquie, et que le port du foulard islamique demeure officiellement interdit aux étudiantes et aux fonctionnaires. La décision du procureur d'Ankara vient donc consacrer une évolution politique qui s'est produite, au sommet de l'État, depuis l'élection d'un président dont l'épouse est voilée. Elle entérine ce qu'implique nécessairement une telle élection, c'est-à-dire la présence d'une première dame portant le «Turban» dans les cérémonies officielles. Pour autant, même au sommet de l'État, la décision du procureur d'Ankara ne règle pas définitivement tous les problèmes. En effet, on peut se demander ce qu'il en est désormais pour les députées de la Grande Assemblée Nationale. Après l'affaire Merve Kavakçı, l'AKP a certes choisi de faire profil bas dans l'enceinte du Parlement, toutes ses députées (dont le nombre a augmenté récemment d'ailleurs) acceptant de siéger dévoilées. Mais que se passera-t-il si demain le «Turban» tente de réapparaître dans les travées parlementaires ?

Cohn-Bendit à Sarkozy: pour soulager la Grèce, rapprocher la Turquie de l'UE

AFP, Paris - 08/05/2010

Le député européen écologiste Daniel Cohn-Bendit a suggéré samedi au président français Nicolas Sarkozy de "réfléchir à un rapprochement de la Turquie dans l'Europe", qui permettrait une réduction des dépenses militaires de la Grèce, en proie à une grave crise financière.

Interrogé sur la radio France Info, le chef de file des Verts au Parlement européen a rappelé que son groupe avait demandé "une initiative de paix de l'Union européenne entre la Grèce et la Turquie".

Il a ajouté: "peut être que Nicolas Sarkozy devrait réfléchir... S'il y a un rapprochement de la Turquie dans l'Europe il y a un désarmement, le budget grec se trouve allégé, le budget turc se trouve allégé". "On devrait vendre moins d'armes et à la Grèce et à la Turquie", a-t-il aussi souhaité.

Le leader d'Europe Ecologie (EE) a également réfuté le terme "accusations" après ses déclarations de vendredi selon lesquelles Nicolas Sarkozy et François Fillon auraient conditionné l'aide française à la Grèce au respect par Athènes de contrats d'armement souscrits avec Paris.

"Ca fait six semaines que je dis ça au Parlement européen!", a-t-il relevé, soulignant que la Grèce avait conclu des contrats portant sur "des frégates, des hélicoptères français", mais aussi "des avions franco-allemands, des sous-marins allemands et d'autres armes qui viennent de l'Europe, de Hollande, etc." "Si on parle de dégraisser le mammoth en Grèce, qu'on parle de tout ! Qu'on mette tout sur la table! Pourquoi mettre simplement les retraites de gens qui gagnent 800 ou 900 euros sur la table et pas tous ces budgets?", s'est interrogé l'ex-dirigeant de "Mai 68" en critiquant le coût élevé d'entretien par Athènes de son armée mais aussi de son église.

"Environ 300 millions d'euros du budget grec va à l'église orthodoxe", a-t-il assuré.

Deux soldats turcs tués dans des attentats attribués aux rebelles kurdes

AFP, Ankara - 08/05/2010

Deux soldats turcs ont été tués samedi par des bombes artisanales dont la pose est attribuée à des séparatistes kurdes, dans deux incidents séparés dans le sud-est de la Turquie, a annoncé l'armée turque sur son site web.

Les bombes ont explosé en bordure de route, l'une dans la province de Hakkari, l'autre dans celle de Sirnak, toutes deux frontalières avec l'Irak.

Vendredi, deux soldats turcs et cinq rebelles kurdes avaient été tués lors de combats dans la province de Hakkari, suscitant des raids aériens turcs sur le nord de l'Irak, où les rebelles ont établi des bases. "Après des tirs sur des hélicoptères turcs venant de diverses positions de l'autre côté de la frontière, l'armée a tiré sur ces positions" durant une heure, a indiqué l'armée turque vendredi soir. "Ces positions ont été détruites".

"Les opérations dans cette zone se poursuivent et nous pensons que les pertes essuyées par les terroristes sont plus élevées", a ajouté le communiqué de l'armée.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays, a pris les armes en 1984 pour obtenir l'indépendance du sud-est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes. Il revendique aujourd'hui l'autonomie de la région. Le conflit a fait 45.000 morts.

Le printemps marque chaque année la reprise des affrontements entre le PKK et les forces de sécurité, la fonte des neiges permettant aux rebelles de quitter leurs bases des montagnes turques et du nord de l'Irak.

Les présidents turc et syrien discutent de l'Iran et d'Israël

AFP, Istanbul - 08/05/2010

Les présidents turc Abdullah Gül et syrien Bachar al-Assad ont appelé samedi à une solution diplomatique aux tensions concernant le programme nucléaire iranien et ont accusé Israël d'entraver les efforts de paix au Proche-Orient.

Le différend entre l'Iran et les pays occidentaux "devrait être résolu sans délai, par des voies diplomatiques", a déclaré le président turc, lors d'une conférence de presse commune avec son homologue syrien, en visite en Turquie jusqu'à dimanche.

M. Assad a exprimé son soutien aux efforts de la Turquie pour aider à sortir de l'impasse actuelle, notamment sa proposition, rendue publique vendredi, d'accueillir des négociations entre des responsables iraniens et occidentaux.

"Nous voudrions que la Turquie continue de jouer un rôle positif", a déclaré M. Assad, traduit par un interprète.

Les deux dirigeants ont indiqué avoir aussi abordé la situation au Proche-Orient, dénonçant les projets controversés de nouvelles colonies dans la partie arabe de Jérusalem.

"C'est une tendance très dangereuse", a déclaré le président Gül, estimant qu'avec l'expansion des colonies israéliennes, "les choses pourraient devenir hors de contrôle".

En 2008, la Turquie avait agi comme médiateur entre la Syrie et Israël, mais ce processus a pris fin lorsque Ankara a vivement critiqué l'offensive de l'armée israélienne à Gaza.

Depuis, les relations de la Turquie avec l'Etat hébreu, autrefois un allié régional proche, se sont détériorées, tandis que les relations entre Ankara et Damas se sont nettement améliorées, après des décennies d'hostilité.

M. Gül a indiqué que la Syrie avait indiqué à plusieurs reprises être prête à reprendre des discussions mais qu'Israël n'avait pas saisi la perche.

"Israël n'est pas prêt pour une médiation honnête", a déclaré le président syrien.

L'Iran accepte une proposition de discussions avec les Occidentaux

AFP, Ankara - 08/05/2010

Le ministre iranien des affaires étrangères Manouchehr Mottaki a accepté l'idée de nouvelles discussions avec les pays occidentaux sur son programme nucléaire, qui auraient lieu en Turquie, a annoncé l'agence de presse turque Anatolie.

"Cette idée a été acceptée par l'Iran. Si nous nous mettons d'accord sur une date, cette réunion pourrait se tenir rapidement", a déclaré M. Mottaki après un entretien vendredi soir à Istanbul avec son homologue turc Ahmet Davutoglu.

"Le lieu de cette réunion sera très probablement la Turquie. Cette proposition est pour nous une bonne proposition", a-t-il dit, selon Anatolie.

M. Davutoglu a déclaré avoir proposé le mois dernier, lors d'une visite à Téhéran, une réunion en Turquie entre le chef des négociateurs nucléaires iraniens Saïd Jalili et la chef de la diplomatie de l'Union européenne Catherine Ashton, en tant que représentante du groupe dit des 5+1.

Ce groupe comprend les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Chine, France, Royaume-Uni, Russie, Etats-Unis) et l'Allemagne.

"Nous avons proposé une réunion avec le groupe 5+1 en Turquie. L'Iran a une attitude positive concernant cette proposition. Nous attendons une réponse de Mme Ashton", a dit M. Davutoglu.

"La reprise des négociations entre le 5+1 et l'Iran est une obligation. La voie des efforts diplomatiques doit être ouverte", a-t-il ajouté.

La Turquie et le Brésil, qui sont membres non permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, sont opposés à de nouvelles sanctions contre l'Iran, que les Occidentaux soupçonnent de vouloir se doter de l'arme nucléaire, sous couvert d'un programme civil.

Ces deux pays privilégient la voie diplomatique pour résoudre la crise et poursuivre leurs contacts avec Téhéran.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a déjà adopté trois résolutions de sanctions contre l'Iran pour le contraindre à suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium, que Téhéran a toutes ignorées. Les Etats-Unis et leurs alliés poussent à l'adoption d'une quatrième résolution de ce type.

Revue de la presse turque du 08.05.2010

TRT - 08/05/2010

Titrant " les passages sans visas avec la Russie ont été établis ", le quotidien Haber Türk relate que les passages sans visas entre la Russie et la Turquie commencent bientôt. Le quotidien fait savoir que pour des visites ne dépassant pas les 30 jours, les visas entre ces deux pays ont été levés. Haber Türk fait entendre que le protocole relatif à ce sujet serait signé lors de la visite officielle du chef d'Etat russe Dimitri Medvedev, prévue pour la semaine prochaine.

Cumhuriyet qui titre " les entretiens de marchandage avec l'Iran auront lieu en Turquie ", note que les entretiens avec les 5 + 1 et l'Union européenne du ministre iranien des Affaires étrangères Manouchehr Mottaki, pourraient débiter en Turquie. S'entretenant avec son homologue iranien Manouchehr Mottaki à Istanbul, le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu a indiqué qu'il y a avait diverses formules au sujet des échanges d'uranium et que la proposition de poursuivre les entretiens en Turquie allait être transmise lundi au représentant de l'UE.

Hürriyet s'attarde sur une information relative à la Turquie parue dans le quotidien allemand Die Welt, un des quotidiens réputés d'Allemagne. Die Welt fait le commentaire suivant : " actuellement la Turquie possède une vitesse de croissance beaucoup plus élevée que celle de l'Union européenne. Depuis des années pour diverses raisons culturelles et économiques la Turquie n'a pas été prise à l'Union européenne, toutefois actuellement un grand nombre de Turcs seraient ravis de ne pas être membre de l'UE. "

Le quotidien Yeni Şafak qui titre " coalition 36 ans après ", annonce qu'à l'issue de la victoire historique des modérées lors des élections qui se sont déroulées en Grande Bretagne, la nécessité de la formation d'un gouvernement de coalition est apparue au Royaume Uni après un intervalle de 36 ans. Selon l'information, bien que le Premier ministre Gordon Brown se prépare à s'entretenir avec le leader du parti libéral Nick Clegg, ce dernier aurait pour priorité de s'entretenir avec le parti des modérés, le parti sortant vainqueur des élections.

Milliyet fait savoir que la panique ressentie dans les marchés à la suite de la baisse brutale vécue dans l'indice Dow Jones aux Etats-Unis, se poursuivait. Le quotidien indique que la baisse s'approchant des 9 % dans les bourses, avait causé l'évaporation d'un trillion de dollar en très peu de temps.

Dans sa rubrique art et culture, Vatan s'attarde sur le festival culturel et culinaire anatolien qui a débuté à Los Angeles aux Etats-Unis. D'après le quotidien, toutes les pierres angulaires de la culture turque allant du musée de Topkapı à celui Mevlana, ainsi que de Van à Mardin, seraient présentées lors de ce festival.

Approuvée par le Parlement, la révision constitutionnelle sera soumise à référendum mais aussi à la Cour constitutionnelle...

Jean Marcou
Observatoire de la Vie Politique Turque (OVIPO) - 08/05/2010

Vendredi 8 avril 2010, l'Assemblée nationale a achevé la deuxième lecture du projet de révision constitutionnelle. Dans l'ensemble, celui-ci a obtenu le nombre de voix nécessaires (330) pour pouvoir être soumis à référendum. Seule exception, et elle n'est pas mineure : le 3 mai, l'article 8 (qui devait rendre plus difficile la dissolution des partis politiques) a été rejeté suite à la défection, par réaction nationaliste, d'une dizaine de députés du parti majoritaire, qui ont vu dans cette disposition, une mesure sécurisant par trop l'existence des formations kurdes ! Pour le reste, les autres articles clés de la révision, concernant la modification de la composition de la Cour constitutionnelle et celle du Conseil supérieur de la magistrature, ont été adoptés par le Parlement. Le texte a donc été transmis au Président de la République qui devrait prochainement faire connaître sa décision de le soumettre à référendum.

Dès le 7 janvier au soir, lorsque l'entérinement définitif des articles les plus importants de la révision a été acquis, le premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan, avait annoncé qu'une nouvelle étape était en train de s'ouvrir, celle de la ratification par le peuple. Le référendum annoncé devrait avoir lieu en juillet et, même si l'AKP paraît assez sûr du résultat, ce dernier n'est pas assuré pour autant. La Turquie, en effet, n'est pas habituée à ce type de consultation et n'en a connue que 5 depuis les débuts de la République. Les deux premières ont eu lieu pour ratifier les Constitutions de 1961 et 1982, les 3 autres se sont tenus en 1987, en 1988 et en 2007, en vertu de la Constitution de 1982. À l'exception du référendum de 1988, par lequel le gouvernement de Turgut Özal entendait avancer la date des élections locales, toutes ces consultations ont enregistré des résultats positifs, mais le référendum de 1987 (visant à permettre le retour à la vie publique des anciens leaders politiques conviés à une retraite forcée depuis le coup d'Etat de 1980) n'avait vu une victoire du «oui» que de justesse (50,1%). L'AKP devra donc faire campagne pour éviter les mauvaises surprises, et ce d'autant plus que le leader nationaliste, Devlet Bahçeli, a déjà fait connaître son intention de mobiliser son parti pour convaincre les électeurs de rejeter la révision. Toutefois, la mauvaise surprise pour le gouvernement pourrait venir de la Cour constitutionnelle que le CHP a décidé de saisir avec l'appui du DSP.

Savoir comment la Cour constitutionnelle se prononcera est une énigme complexe à résoudre à bien des égards. D'abord, on observera que la Haute juridiction sera en l'occurrence d'autant moins un acteur impartial qu'elle est directement concernée par une révision constitutionnelle qui modifie sa composition. Ensuite, même si elle n'est théoriquement compétente que pour vérifier la conformité des formes et de la procédure du texte qui lui est soumis, on sait qu'en juin 2008, cette juridiction constitutionnelle n'avait pas hésité à annuler la révision constitutionnelle qui tendait à autoriser le port du foulard islamique dans les universités, en se prononçant également sur le contenu même du texte. Enfin, l'expérience a prouvé que cette Cour constitutionnelle pouvait faire une lecture de la Constitution assez éloignée de la lettre de celle-ci, comme en 2007, lorsqu'elle avait souscrit à l'interprétation très contestable du procureur général Sabih Kanadoğlu, exigeant l'existence d'un quorum de 367 députés pour pouvoir tenir une élection présidentielle. Pourtant, la Cour constitutionnelle pourrait aussi surprendre agréablement le gouvernement, comme cela est également arrivé, pendant la crise présidentielle de 2007, lorsqu'elle avait rejeté le recours du président Ahmet Necdet Sezer, formé contre le projet de révision prévoyant l'élection du président de la République au suffrage universel. Ceci avait d'ailleurs permis la tenue du référendum du 21 octobre 2007, le dernier organisé à ce jour en Turquie.

Il est donc certain que la Cour constitutionnelle sera sous pression et que, si elle prend trop de liberté dans son interprétation de la Constitution, sa décision sera ressentie comme politique, voire comme corporatiste puisqu'elle est concernée au premier chef par certains développements du texte qui lui est soumis. En tout état de cause, une décision d'annulation de sa part, ressentie comme illégitime, pourrait fonder l'AKP à riposter en organisant des élections législatives anticipées.

En attendant, Recep Tayyip Erdoğan qui a été bloqué à Ankara pendant les 3 dernières semaines pour faire adopter ce projet de révision constitutionnelle, va pouvoir recommencer à voyager. Il semble d'ailleurs qu'il ait entrepris de rattraper le temps perdu, puisque la presse a annoncé qu'il réaliserait un véritable tour du monde au cours des prochaines semaines, en se rendant successivement en Grèce (14-15 mai), en Azerbaïdjan, en Géorgie (17 mai), en Espagne (22 mai), au Brésil (28, 29, 30 mai), en Argentine, au Chili, au Canada et à Cuba (au mois de juin). En dépit de l'activisme de son ministre des affaires étrangères, le premier ministre doit reprendre la main dans un certain nombre de dossiers, à commencer par celui du conflit nucléaire iranien, à propos duquel on murmure avec de plus en plus d'insistance que l'Iran préférerait désormais la médiation du Brésil à celle de la Turquie...

Tariq Ramadan et la Turquie colonisée

Anne Guezengar

www.turquieeuropeenne.eu - 08/05/2010

Je n'ai aucune opinion à priori sur Tariq Ramadan et je me méfie autant de la diabolisation que des maîtres à penser. J'avais juste regardé une partie, j'ai oublié sur quelle chaîne de télévision, de ce qui était appelé un "débat" avec Nicolas Sarkozy, mais qui m'avait fait davantage penser à un combat de coqs dressés sur leurs ergots qu'à une confrontation d'idées. Bref, sans intérêt.

Il y a une quinzaine de jours, certains de ses propos ont été rapportés dans un [article de Zaman.fr](#). Tariq Ramadan dit voyager souvent en Turquie et voici comment il perçoit le pays :

" Selon les endroits où vous allez, vous voyez que des gens en Turquie protègent l'islam mieux que dans d'autres pays musulmans. Alors que d'autre part, il y a des gens qui ont perdu contact avec leurs racines. Il y a quelques endroits d'Istanbul où vous ne pouvez pas vous empêcher de demander, suis-je vraiment dans un pays où la majorité est musulmane, ou suis-je dans un endroit qui a été colonisé par la culture occidentale ? "

Évidemment, on aurait aimé avoir davantage d'indications sur ces "endroits d'Istanbul colonisés par la culture occidentale", selon lui et "dont les habitants ont perdu contact avec leurs racines". Des noms ! - de lieux, bien sûr, on ne lui demande pas de dénoncer ces malheureux acculturés.

On aimerait aussi apprendre à quand remonte la colonisation d'une partie de la population du pays.

Ces affriolantes dames ottomanes dont on peut admirer les miniatures du 18ème siècle, au musée de Topkapi, avaient-elles déjà "perdu contact avec leurs racines" ?

Tandis que ces autres dames ottomanes, prises en photo sur le pont Galata peu avant que l'Empire ne s'effondre, "protégeaient l'Islam mieux que dans d'autres pays musulmans", peut-être ?

...Quoique l'une d'elles pouvait être la jolie Circassienne, Aziyadé, cachant ses beaux yeux pour rejoindre son petit ami en cachette de son époux (heureusement pour leur idylle que Brice Hortefeux n'était pas le Grand Vizir de la Sublime Porte, ses rendez-vous galants auraient pu lui coûter cher en amendes !).

Si c'est un "érudit", comme l'article l'affirme, Tariq Ramadan doit se douter que c'est encore plus idiot de réduire la Turquie et ses populations à des "racines musulmanes", que la France et l'Europe à des "racines chrétiennes". Et il doit bien savoir que la Turquie n'a jamais été colonisée. Mais ce genre de raccourci simpliste entre "occidentalisation" et "colonisation" peut sans doute séduire quelques adolescents un peu moins "érudits"...

Heureusement pour lui, magnanime, Tariq Ramadan n'aurait " pas vraiment de problème avec ça, si la colonisation culturelle a été préférée, si les gens ont consciemment choisi d'être de cette façon, mais s'ils ont été entraînés à leur insu, alors il y a un problème".

Il faudrait qu'il demande à ces jeunes footballeuses turques de l'équipe nationale de football féminin si elles ont "conscience" d'avoir choisi de pratiquer un sport anglo-saxon, où si elles y ont été "entraînées à leur insu" au risque de se retrouver promues tout autant "à leur insu", équipe de football de jeunes femmes (culturellement) colonisées. Ce qui pourrait poser "problème"...

Des militaires turcs jugés pour des projets supposés d'assassinats

AFP, Istanbul - 07/05/2010

Dix-neufs accusés, parmi lesquels figurent neuf officiers de marine, ont comparu vendredi devant un tribunal d'Istanbul pour leur implication supposée dans des projets d'assassinats de deux amiraux et de déstabilisation du gouvernement, a rapporté l'agence de presse Anatolie.

Les accusés seraient membres d'un réseau, appelé Ergenekon, ayant pour objectif de plonger la Turquie dans le chaos et de favoriser ainsi l'organisation d'un coup d'Etat militaire contre le Parti de la justice et du développement (AKP), issu de la mouvance islamiste.

Ils encourent jusqu'à 40 ans de prison pour "appartenance à une organisation terroriste", possession d'explosifs et constitution de fichiers comprenant des informations personnelles sur plusieurs individus.

L'enquête a débuté en juillet après la découverte dans l'appartement de deux officiers de marine de TNT et de documents relatifs à l'organisation d'attentats contre l'amiral Metin Ataç, chef de la marine jusqu'en août 2009, et son successeur, l'amiral Esref Uygur Yigit.

La presse avait alors rapporté que les suspects démentaient tout lien avec les explosifs et les plans et évoquaient un coup monté.

Le procès qui s'est ouvert vendredi serait lié, selon la presse, à deux affaires dans lesquelles une cinquantaine de suspects, dont quatre amiraux et plusieurs autres officiers de marine, sont soupçonnés de projets d'attentats contre des membres de minorités non musulmanes et d'avoir voulu faire exploser un sous-marin exposé dans un musée pendant une visite scolaire.

L'armée, qui se considère comme la garante du régime laïque turc, a renversé quatre gouvernements en 50 ans et entretient des relations difficiles avec l'AKP, accusé par les défenseurs les plus intransigeants de la laïcité de vouloir islamiser le pays en catimini.

Les enquêtes concernant des conspirations supposées visant à déstabiliser le gouvernement se multiplient depuis quelques années, et des dizaines de suspects, dont de nombreux militaires d'active ou à la retraite, ont été écroués.

Nucléaire: le dîner organisé par l'Iran était "une bonne réunion" (Mottaki)

AFP, Istanbul - 07/05/2010

Le dîner organisé jeudi à New York par l'Iran pour les 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU était une "bonne réunion" qui a permis à Téhéran d'expliquer son point de vue, a affirmé vendredi à Istanbul le chef de la diplomatie iranienne Manouchehr Mottaki.

"Le dîner d'hier soir était une opportunité (...) J'ai expliqué le point de vue de l'Iran sur le Traité de non-prolifération nucléaire, les dernières évolutions et l'échange d'uranium", a déclaré M. Mottaki à la presse lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue turc Ahmet Davutoglu.

"L'objectif de cette rencontre et de ces discussions était que les membres de l'ONU soutiennent nos propositions (...) C'était une bonne réunion", a poursuivi le ministre, selon la traduction en turc de ses propos.

Le dîner, organisé à la résidence de l'ambassadeur iranien, à Manhattan, a donné lieu à l'une des rencontres au plus haut niveau entre les Etats-Unis et l'Iran depuis la révolution iranienne de 1979. Les Etats-Unis ont dépêché le numéro deux de leur mission auprès de l'ONU, Alejandro Wolff.

Les Occidentaux soupçonnent l'Iran de chercher à se doter de l'arme atomique sous couvert d'un programme nucléaire civil, ce que Téhéran dément.

Le Conseil de sécurité a déjà adopté trois résolutions de sanctions contre l'Iran pour le contraindre à suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium, que Téhéran a toutes ignorées. Les Etats-Unis et leurs alliés poussent à l'adoption d'une 4e résolution de ce type.

Se réjouir des malheurs de la Grèce ?

Yagmur Atsiz, Star

www.courrierinternational.com - 07/05/2010

Les Turcs peuvent certes se féliciter de l'afflux de touristes que devrait leur procurer le piteux état de la Grèce, ou de la baisse attendue des dépenses militaires de leur voisin et ennemi héréditaire. Mais ils auraient aussi beaucoup à perdre d'une crise qui se propagerait à la zone euro.

L'état de faillite que connaît la Grèce aujourd'hui réjouit certains Turcs - et peut-être même beaucoup d'entre eux. C'est une réaction assez spontanée de se réjouir du malheur des autres et j'en comprends bien les raisons. Il est vrai que cela fait des dizaines d'années qu'ils nous en font baver ; maintenant, c'est à leur tour !

Il règne donc chez nous un état d'esprit qu'on pourrait résumer par l'idée répandue selon laquelle "le malheur tombe toujours sur ceux qui ont profité de la faiblesse des autres". Cela ne doit toutefois pas nous empêcher de mesurer les conséquences qui résulteraient pour la Turquie d'un naufrage de la Grèce. Voyons tout d'abord les avantages que cette situation particulière procure à la Turquie.

Nous pouvons tout d'abord considérer qu'une bonne partie des touristes qui allaient passer leurs vacances en Grèce vont choisir la Turquie comme prochaine destination. Selon les spécialistes dont j'ai pu recueillir l'avis, les touristes, qui étaient de toute façon déjà mécontents de la Grèce à cause de la vétusté des infrastructures touristiques, de l'attitude insolente des professionnels du tourisme et des prix qui grimpaient en flèche, vont désormais se tourner vers la Turquie et, dans une moindre mesure, vers l'Egypte. L'estimation selon laquelle les revenus du tourisme devraient diminuer de 10 % en Grèce est déjà dépassée. Ce n'est pas une mauvaise chose pour la Turquie.

Par ailleurs, le budget grec de la défense va être considérablement réduit dès lors que la faillite de cet Etat s'explique aussi par des dépenses militaires excessives. On me rétorquera que, dans ce domaine, la Turquie est tout de même le meilleur client de l'Allemagne, juste devant la Grèce, précisément, et que, entre 2000 et 2009, Ankara a acheté pour cent milliards d'euros de matériel militaire, alors qu'Athènes dépensait 65,3 milliards d'euros. Sauf que, en termes de superficie, la Turquie est 5,9 fois plus grande que la Grèce et 6,7 fois plus peuplée. Cela signifie donc que les dépenses militaires sont de 1 429 euros par habitant en Turquie, contre 5 930 euros par habitant en Grèce...

Le troisième avantage de la crise grecque pour la Turquie, c'est que la Grèce va se retrouver affaiblie au sein de l'Union européenne et de l'Otan. Il convient toutefois de préciser ici qu'Athènes ne s'oppose pas à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Bien sûr, ce n'est pas pour nos beaux yeux. Au contraire, c'est parce qu'ils regardent la Turquie comme une menace que les Grecs sont favorables à son adhésion à l'UE, qui en permettrait un meilleur contrôle. Cela dit, se réjouir en Turquie que la Grèce soit en plein marasme ne répond à aucune justification logique. En effet, en Méditerranée orientale, la Turquie est en mesure d'atteindre tous les objectifs qu'elle s'est fixés sans avoir à tenir compte de la Grèce. D'ailleurs, je doute fort que la Grèce puisse encore être considérée comme une menace sérieuse par la Turquie.

En revanche, si cette crise devait déborder de chez notre voisin occidental pour s'étendre à toute la zone euro, alors la Turquie risquerait, elle aussi, de se retrouver sous les décombres. Dans ces conditions, prions pour que la Grèce, bien que très secouée, sorte finalement saine et sauve de cette épreuve.

L'ancien président Jacques Chirac en visite en Turquie

AFP, Ankara - 07/05/2010

Jacques Chirac se rendra lundi en Turquie pour une visite de trois jours au cours de laquelle l'université Galatasaray d'Istanbul lui remettra le diplôme de docteur honoris causa, a annoncé vendredi le bureau de l'ancien président français.

Il prononcera mardi à cette occasion un discours dans cette université francophone, où "il rappellera son amitié et son estime au peuple turc".

M. Chirac sera l'hôte du président turc Abdullah Gül, pour un déjeuner privé, à son arrivée à Ankara, première étape de sa visite.

M. Chirac présentera mercredi au Palais de France d'Istanbul les objectifs de sa fondation, à un certain nombre de personnalités turques du monde économique et de la culture.

L'ancien président français était venu pour la dernière fois à Istanbul en 2004, à l'occasion d'un sommet de l'Otan.

Bachar al-Assad en visite ce week-end en Turquie

AFP, Ankara - 07/05/2010

Le président syrien Bachar al-Assad se rendra en Turquie ce week-end pour des entretiens portant sur la situation dans la région et les relations bilatérales, a annoncé vendredi la présidence turque.

M. Assad rencontrera son homologue turc Abdullah Gül à Istanbul au cours de cette visite de deux jours destinée "à passer en revue tous les aspects des liens (bilatéraux) (...) et d'échanger sur les développements régionaux".

Les deux pays ont considérablement accru leurs liens ces dernières années, au grand dam d'Israël, allié stratégique de la Turquie mais avec lequel les relations se sont détériorées depuis plus d'un an.

En 2008, la Turquie avait agi comme médiateur entre la Syrie et Israël, mais ce processus a pris fin lorsque Ankara a vivement critiqué l'offensive de l'armée israélienne à Gaza.

Turquie: probable référendum pour approuver une réforme constitutionnelle

Hande Culpan
AFP, Ankara - 07/05/2010

Le Parlement turc a voté vendredi une réforme de la Constitution, ouvrant la perspective d'un référendum d'approbation finale de cet ensemble d'amendements qui, selon ses détracteurs, donnera plus de pouvoirs au gouvernement islamo-conservateur face au camp laïque.

L'ensemble a recueilli 336 voix sur 550, soit plus que les 330 requis, mais moins que la majorité des deux tiers qui aurait signifié une adoption définitive, sans référendum.

Les amendements, qui ont principalement pour effet de limiter les pouvoirs de la hiérarchie judiciaire et de l'armée, deux institutions hostiles au gouvernement, seront maintenant soumis pour approbation au président de la république, qui devrait annoncer un référendum, peut-être en juillet.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan avait déclaré jeudi que cette réforme serait soumise à référendum si elle n'obtenait pas la majorité des deux tiers: "Notre nouvelle étape sera d'entrer en campagne. Nous avons commencé les préparations. Nous nous présenterons à la nation".

Le principal parti d'opposition CHP (Parti républicain du peuple) a menacé pour sa part de contester cette réforme devant la Cour constitutionnelle, ce qui pourrait provoquer une crise politique.

"Compte tenu des décisions précédentes de la Cour, il y a certaines chances qu'elle annulerait la réforme et stopperait le processus conduisant à un référendum", ce qui inciterait M. Erdogan à avancer les élections législatives prévues en 2011, estime Inan Demir, économiste de la Finansbank, dans une note aux investisseurs.

Lors de débats houleux qui ont marqué les deux lectures des amendements, le parti au pouvoir AKP (Parti de la justice et du développement), majoritaire au Parlement, a réussi à faire adopter deux des trois réformes clés du projet.

Le Parlement a ainsi accepté de modifier la composition du Conseil supérieur de la magistrature (HSYK), un organisme qui nomme les juges et procureurs et prend des mesures disciplinaires.

Le Conseil s'est souvent opposé à l'AKP, qui est issu de la mouvance islamiste.

L'opposition accuse le gouvernement et l'AKP de vouloir modifier la Constitution pour museler la hiérarchie judiciaire et l'armée, institution jadis toute puissante en Turquie.

Le gouvernement juge nécessaire de changer la Constitution, écrite dans le sillage du coup d'Etat militaire de 1980, pour s'aligner sur les critères de l'Union européenne, à laquelle la Turquie veut adhérer.

Un autre amendement adopté accroît de 11 à 17 le nombre des juges de la Cour constitutionnelle et autorise le Parlement à nommer certains d'entre eux.

La Cour constitutionnelle a failli interdire l'AKP, en 2008, pour violation des principes laïques de la République.

Mais le Parlement a rejeté un amendement qui aurait rendu plus difficile le processus d'interdiction d'un parti politique.

D'autres amendements limitent la juridiction des tribunaux militaires et autorisent les tribunaux civils à juger des militaires, en temps de paix, pour des tentatives de coup d'Etat ou des crimes liés à la sécurité nationale.

L'armée a renversé quatre gouvernements en Turquie, depuis 1960.

De même, le chef de l'armée et ses quatre adjoints pourraient, dans certains cas, être jugés par la Cour suprême.

Ce débat constitutionnel se déroule alors que la Turquie a été secouée depuis l'an dernier par des dizaines d'arrestations et d'inculpations de militaires, dont des officiers généraux en activité ou à la retraite, accusés d'avoir comploté contre le pouvoir, en 2003.

Gazprom fait des concessions à la Turquie pour un feu vert sur South Stream

AFP, Moscou - 07/05/2010

Le géant russe Gazprom a accepté d'assouplir nettement les clauses du contrat de livraisons de gaz à la Turquie, une concession accordée pour obtenir un feu vert à la construction du gazoduc South Stream dans la mer Noire, estime vendredi le quotidien Kommersant.

Le groupe a consenti une dérogation au contrat de type "prend ou paie" qui le lie à la compagnie turque Botas et prévoit théoriquement que celui-ci s'engage à payer l'intégralité du gaz prévu à l'origine, même s'il n'en pompe qu'une partie.

Suite à cette dérogation, la Turquie aura le droit d'acquérir seulement 25% du volume de gaz prévu dans le contrat 2010 sans pénalité. La quantité prévue pour 2010 s'élève à 30 milliards de mètres cubes, indique le quotidien, citant le journal interne du groupe.

La chute de la demande de gaz en 2009 en Europe, due notamment à la crise économique mondiale mais aussi à la montée en puissance de la concurrence des Etats-Unis, a amené plusieurs groupes à demander à Gazprom un assouplissement des clauses de leur contrat.

Selon une source de marché citée par Kommersant, la Turquie a obtenu les meilleures conditions parmi tous les clients européens du groupe russe, en raison de la "nécessité pour Gazprom de recevoir une autorisation pour la pose du gazoduc South Stream, de la Russie à l'Europe via la Mer noire dans les eaux territoriales de la Turquie".

South Stream, projet de gazoduc russo-italien, est considéré comme le concurrent du projet européen de gazoduc Nabucco qui doit contourner la Russie.

En 2009, la Turquie a autorisé Moscou à entreprendre les études pour réaliser ce projet. Début 2010, le Premier ministre russe Vladimir Poutine s'est dit sûr qu'Ankara donnerait son feu vert cette année à la construction.

Turquie: deux soldats, cinq rebelles kurdes tués dans des combats

AFP, Diyarbakir (Turquie) - 07/05/2010

Deux soldats turcs et cinq rebelles kurdes ont été tués vendredi lors de combats dans le sud-est de la Turquie, près de la frontière irakienne, a affirmé une source sécuritaire.

L'affrontement s'est produit dans la province de Hakkari, quand un groupe de rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan a lancé une attaque contre une petite garnison à proximité du village de Daglica, selon cette source.

Un soldat a également été blessé dans l'accrochage.

En octobre 2007, Daglica avait été le théâtre d'un des assauts les plus sanglants du PKK contre les forces de sécurité turques. Douze soldats avaient été tués et 17 blessés.

L'attaque avait scandalisé la Turquie et accru les pressions sur le gouvernement en faveur d'une action militaire contre les camps du PKK dans le nord de l'Irak.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays, a pris les armes en 1984 pour obtenir l'indépendance du sud-est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes. Il revendique aujourd'hui l'autonomie de la région. Le conflit a fait quelque 45.000 morts.

Le printemps marque chaque année la reprise des affrontements entre le PKK et les forces de sécurité, puisqu'il permet aux rebelles, avec la fonte des neiges, de quitter leurs bases des montagnes turques et du nord de l'Irak.

Revue de la presse turque du 07.05.2010

TRT - 07/05/2010

« 336 de Oui pour la réforme » est le titre de Star, qui rapporte les débats sur le paquet d'amendements constitutionnels votés en totalité hier soir. Les députés ont réalisé un pas important lors de la séance plénière de la Grande Assemblée nationale de Turquie pour achever la réforme constitutionnelle, acceptée avec 336 voix, écrit le quotidien.

Cumhuriyet indique en titrant « Le Haut-Karabagh est au menu de Medvedev » qu'au cours de la visite de deux jours du président russe Dimitri Medvedev attendue la semaine prochaine à Ankara, que seront abordés les dossiers sur l'énergie, ainsi que le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Dans le communiqué du Kremlin, il est indiqué que le Chef d'Etat russe présidera avec le premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan, la réunion de coopération de haut niveau entre les deux pays.

Les élections législatives en Grande-Bretagne sont pris en main par Yeni Şafak faisant part que les britanniques vont se rendre aux urnes après le règne depuis 13 ans du parti le Labour.

Les électeurs vont élire les 650 députés, qui siégeront à la Chambre des Commune, note l'article, ainsi que suivant les prévisions aucun des partis ne pourra obtenir les 326 sièges nécessaires pour venir seul au pouvoir.

Zaman annonce la révélation du rapport final sur l'accident de l'avion de la compagnie THY, un Boeing 737-800, qui s'était écrasé le 25 février 2009 lors de son atterrissage à l'aéroport d'Amsterdam au Pays-Bas. L'accident aurait eu lieu à cause d'une panne de l'altimètre de l'avion, qui n'aurait pas été signalé à la cabine des pilotes par la tour de contrôle, dont les pilotes ne s'étaient pas rendu compte pour prendre les dispositions nécessaires.

Sur la page économie du quotidien Sabah, il est informé l'adoption du paquet de mesures d'austérité par le Parlement grec avec 172 voix, en signalant toutefois que deux nouvelles ont affecté négativement les marchés. La déclaration de l'agence de notation Moody's « L'endettement pourra se propager en Grande-Bretagne, au Portugal, en Italie, Espagne et Irlande », ainsi que la déclaration du président de la Banque centrale européenne Jean Claude Trichet disant qu'ils n'avaient pas l'intention d'acheter des obligations directes des pays de la zone euro, ont fait dégringolé l'euro face au dollar au niveau le plus bas de ces derniers mois, indique l'article.

Le même sujet est repris par Milliyet, qui préfère titrer « Le jeudi noir » pour informer que la plus grande dégringolade de ces dernières années sur la bourse américaine avec 9,2 % de baisse en une demi-heure, a terrorisé tout le monde. La nouvelle relate que la chute a été motivée sur la précarité de l'avenir de la Grèce, mais que selon une autre explication, cela a eu lieu suite à une erreur humaine de trading de la part d'un groupe d'analystes.

Le quotidien Cumhuriyet titre « Les photos d'Istanbul à Bruxelles » pour informer la tenue de l'exposition intitulée « Benim Istanbul'um - Mon Istanbul » dans laquelle seront présentées 41 photographies révélant les vues les plus belles, colorées, saisissantes, et hors du commun.

Le bon côté de la crise grecque : l'espoir d'une détente avec la Turquie

Les Echos - 07/05/2010

La crise de la Grèce pourrait, vue de Turquie, avoir un aspect positif en contribuant à limiter la course aux armements entre ces deux membres rivaux de l'Otan. «*La paix finira par prévaloir dans la mer Egée, tôt ou tard* », affirme le quotidien turc « Zaman ». Pour le journal, la principale raison du niveau élevé des dépenses militaires de la Grèce, 5^e importateur mondial d'armes, est « *la rivalité profondément enracinée avec la Turquie voisine* » pour des questions de souveraineté sur cette mer intérieure et le statut de Chypre.

La Grèce demeure aux yeux des militaires turcs la « *menace extérieure numéro un, comme la Turquie pour les Grecs* ». L'appel de Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du FMI, à réduire les dépenses militaires devrait être entendu à Athènes. Parallèlement, la Turquie pourrait faire de même. D'ailleurs, le Fonds monétaire international lui avait aussi demandé, lors de négociations récentes sur un prêt, de diminuer son budget militaire.

La Turquie a certes réduit « *relativement* » son budget militaire, mais il représenterait encore, selon une étude d'universitaires turcs, 2,3% de son PIB, un niveau plus élevé que la moyenne de l'Otan (1,8%). S'ajoutent à cela les dépenses contre le PKK, le parti des travailleurs du Kurdistan.

Pour le journal, le statut peu transparent du budget militaire turc demeure « *un grave problème* ». L'actuelle crise grecque contribuera donc peut-être à la détente dans la région. Une espérance formulée à une semaine de la visite à Athènes du premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan.

Turquie : adoption de deux articles majeurs de la révision constitutionnelle lancée par le gouvernement

Jean Marcou

Observatoire de la Vie Politique en Turquie (OVIPOT) - 07/05/2010

Après le rejet, lundi 3 mai de l'article 8 de la révision constitutionnelle en cours, toute l'attention des commentateurs politiques était concentrée autour du sort des deux autres articles clé de cette réforme, ceux concernant la modification des compositions de la Cour constitutionnelle, d'une part, et du Conseil supérieur de la magistrature (HSYK), d'autre part. L'adoption de ces dispositions a été accueillie avec soulagement par le parti majoritaire, celle de l'article transformant la composition de la Cour constitutionnelle ayant même été vécue, mardi 4 mai, comme une véritable revanche par le gouvernement, après la déconvenue qu'il avait subie la veille. Il faut dire que le premier ministre a redoublé d'efforts, au cours des dernières heures, pour rassembler sa majorité et y traquer les défections et les dissidences. Ainsi, le jeudi 6 mai 2010, Suat Kılıç, le leader du groupe AKP au Parlement s'est dit confiant quant à l'adoption finale des articles restant encore à voter, ce qui mettra un terme au vote en seconde lecture de la révision constitutionnelle dans son ensemble et permettra au président de la République de soumettre à référendum les dispositions définitivement adoptées par le parlement.

Le gouvernement n'aura donc pas atteint tous ses objectifs, puisque la révision constitutionnelle destinée à rendre plus difficile la dissolution des partis politiques aura échoué. En revanche, il aura pu faire voter les autres mesures essentielles de sa réforme, en particulier celles qui concernent la restructuration de deux instances majeures de la hiérarchie judiciaire : la Cour constitutionnelle et le Conseil supérieur de la magistrature (HSYK). La Cour constitutionnelle verra le nombre de ses membres passer de 11 à 19, trois étant nommés par le parlement et les autres par le président. Le mandat des juges constitutionnels sera aussi limité à 12 ans, non renouvelables. Mais la disposition probablement la plus importante du projet gouvernemental est la modification de la composition du Conseil supérieur de la magistrature (HSYK) qui risque de transformer les équilibres politiques existant, en réduisant l'influence de la haute hiérarchie judiciaire au sommet de l'Etat.

Jusqu'à présent, en effet, le HSYK, qui comprenait 7 membres était resté très largement sous la coupe des deux Cours suprêmes des ordres turcs de juridictions, le Conseil d'Etat et la Cour de cassation, le premier nommant 2 membres et la seconde 3 membres, alors même que ces deux institutions sont réputées favorables à l'establishment politico-militaire. Avec la réforme, le nombre des membres du HSYK passera de 7 à 21 et il y aura 10 membres suppléants. Le nouveau HSYK se composera donc du ministre de la Justice (déjà membre) et de son secrétaire d'Etat auxquels il faudra ajouter : 4 membres désignés par le Président de la République, 1 membre (+1 suppléant) désigné par la Cour constitutionnelle, 3 membres (+2 suppléants) désignés par la Cour de cassation, 1 membre (+ 1 suppléant) désigné par le Conseil d'Etat, 7 membres (+4 suppléants) désignés par les juges et procureurs de l'ordre judiciaire, 3 membres (+2 suppléants) désignés par les juges et procureurs de l'ordre administratif. Il est donc clair que la Cour de cassation et le Conseil d'Etat perdront la haute main qu'ils ont à l'heure actuelle sur le HSYK, dont la composition dépendra désormais surtout des nominations effectuées par le président de la République et par les juges judiciaires et administratifs au sein desquels le gouvernement compte des soutiens de plus en plus nombreux.

En dehors de cette modification de la composition du HSYK, la révision constitutionnelle prévoit aussi que les décisions de cette institution pourront faire désormais l'objet d'un recours judiciaire, alors même qu'elles étaient sans appel jusqu'à présent. C'est là une mesure capitale, lorsqu'on se souvient que le HSYK, au cours des dernières années a révoqué ou muté des très nombreux juges dans des affaires sensibles. Ainsi, le HSYK avait notamment empêché le procureur Sacit Kayasu de traduire en justice le général Evren, leader de la junte à l'origine du coup d'Etat de 1980. Dans la fameuse affaire de Şemdinli, le HSYK avait encore dessaisi le procureur Ferhat Sarıkaya qui s'appropriait à mettre en cause le général Yaşar Büyükanıt, au moment même où ce dernier allait devenir chef d'état-major des forces armées turques. Enfin, très récemment, dans l'affaire d'Erzincan, le HSYK a relevé de leurs fonctions le procureur Osman Şanal et quatre autres de ses collègues qui avaient fait arrêter le procureur İlhan Çihaner et citer à comparaître le général Saldiray Berk (chef de la 3ème armée), soupçonnés d'avoir commencé à mettre en œuvre le plan d'action contre la réaction dans cette ville de l'est de la Turquie.

Seule consolation donc pour la Cour de cassation, elle aura réussi à conserver sa mainmise sur le lancement des procédures de dissolution des partis politiques, puisque l'idée de faire confirmer le réquisitoire de son procureur général à l'encontre d'une formation politique par un vote du parlement, n'a finalement pas été retenue. La réforme constitutionnelle dont les contours viennent d'être précisés consacre donc une victoire du gouvernement sur la hiérarchie judiciaire, qui sans être totale, est néanmoins importante. Kadir Özbek, le président actuel du HSYK, ne s'avoue pas vaincu pour autant. Commentant les travaux en cours du parlement, il a déclaré : «Nous devons faire notre travail de défense. La lutte continuera jusqu'à la fin. » La formule a pourtant déjà les accents d'un combat d'arrière-garde.

Ukraine-Turquie: vers l'abrogation des visas et des taxes

RIA Novosti, Bakhtchisarai (Crimée) - 06/05/2010

Lors d'une rencontre, le président ukrainien Viktor Ianoukovitch et le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan discuteront de l'abolition des visas entre leurs deux pays et de la création d'une zone de libre-échange, a annoncé jeudi Ahmet Davutoglu, chef de la diplomatie turque.

"Une telle rencontre (entre MM.Ianoukovitch et Erdogan) aura sans doute lieu en juillet prochain", a estimé M.Davutoglu lors d'une conférence de presse à Bakhtchisarai (Ukraine).

Et d'ajouter que cette future rencontre entre le président de l'Ukraine et le chef du gouvernement turc sera le point de départ de toute une série de négociations sur le "partenariat stratégique entre Kiev et Ankara".

"Lors de ces rencontres, nous nous proposons d'examiner des projets très importants pour nos deux pays, qu'il s'agisse de créer une zone de libre-échange ou de supprimer les visas entre l'Ukraine et la Turquie", a indiqué le ministre turc des Affaires étrangères.

Difficile démocratisation de la justice en Turquie

Guillaume Perrier

Le Monde - 06/05/2010 (édition du 07/05/2010)

La bataille a fait rage dans les travées de la Grande Assemblée nationale. Reclus à Ankara depuis dix jours, les députés turcs ont débattu avec passion le projet de réforme de la Constitution du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan. Cette première véritable tentative de réécriture de la Constitution de 1982, rédigée à l'époque par la junte militaire, vise à démocratiser le système judiciaire, jugé proche des nationalistes et de l'armée.

Pas un jour n'est passé sans que certains d'entre eux n'en soient venus aux mains. Les insultes ont fusé. Un élu de l'opposition (CHP, Parti républicain du peuple) a même déployé, en pleine séance, des pancartes pour manifester son désaccord. Mais cette série de réformes de la Constitution qui a ainsi cristallisé les tensions devait finalement être approuvée par le Parlement, jeudi 6 mai, à une courte majorité. A l'exception notable d'un article, repoussé, qui devait réduire les possibilités offertes au procureur général pour demander l'interdiction de partis politiques.

Pour le reste, le vote des parlementaires à la majorité simple n'est qu'une étape. En effet, la majorité des deux tiers (367 voix) n'ayant pas été atteinte, les amendements n'entrent pas automatiquement en vigueur. Ils devront être soumis à un référendum dans les deux mois qui suivent leur ratification par le président de la République, Abdullah Gül.

Parmi les 27 articles proposés par le gouvernement, trois avaient provoqué la défiance de l'opposition kémaliste et nationaliste. "*Retirez-les et nous vous soutiendrons*", avait lancé Deniz Baykal, le leader de l'opposition. Deux de ces amendements transforment sensiblement le système judiciaire en modifiant la structure de la Cour constitutionnelle et du Haut Conseil des juges et des procureurs (HSYK), ainsi que le mode de nomination des magistrats.

"*Vous sabotez la justice*", a grondé le député (CHP) de Konya, Attila Kart, mercredi soir à l'Assemblée. Les adversaires de M. Erdogan estiment que le Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste modéré), au pouvoir, tente de museler l'appareil judiciaire, proche de l'armée. Mais selon le ministre de la justice, Sadullah Ergin, la mesure, inspirée des modèles européens, est destinée à mettre fin à la "*juristocratie*" qui se serait installée en Turquie.

Le gouvernement semble tenir sa revanche. En 2008, à une voix près, les juges de la Cour constitutionnelle avaient failli se prononcer pour une dissolution de l'AKP, soupçonné d'"*activités antilaisiques*".

Si cette réforme de la Constitution est approuvée par référendum, le nombre de juges passera de 11 à 17 et le président de la République, désormais élu au suffrage universel, nommera la majorité d'entre eux. Le pouvoir du HSYK, un bastion de l'opposition chargé de nommer les magistrats, sera lui aussi dilué. Le conseil des magistrats y voit une "*atteinte à l'indépendance de la justice*".

Pour s'assurer une majorité, M. Erdogan avait interdit aux ministres de voyager pendant l'examen des textes qui prévoient également la possibilité de traduire des militaires devant des tribunaux civils. Malgré cette précaution, un autre article clef, censé réduire les recours contre les partis politiques, a été rejeté, mardi, provoquant la colère du premier ministre : "*La Turquie est un cimetière de partis politiques*", a-t-il regretté. Huit députés dissidents de l'AKP, notamment, n'ont pas voté l'amendement, pour maintenir, selon eux, le parti kurde sous pression. Une vingtaine de formations ont été interdites depuis 1960. En décembre 2009, ce fut ainsi le tour du Parti pour une société démocratique (DTP) pour ses liens présumés avec la guérilla kurde du PKK. L'AKP, le parti de M. Erdogan, demeure également sous la menace d'une interdiction.

La démocratisation du système judiciaire est réclamée de longue date par l'Union européenne (UE) qui a accueilli favorablement les intentions du gouvernement turc. Elle constitue un des 35 chapitres des négociations d'adhésion que mène la Turquie avec Bruxelles. Mais les détracteurs du gouvernement islamo-conservateur soulignent la tentation autoritaire de Recep Tayyip Erdogan.

Après avoir modifié le mode d'élection du président et le système judiciaire, l'actuel premier ministre briguera, au plus tard dans un an, un nouveau mandat. S'il est réélu, M. Erdogan entend bien dessiner un régime présidentiel à sa main. Une manière de renforcer son emprise sur le pays, qu'il dirige depuis 2003. En quelques années, le rapport de force s'est inversé en faveur du parti au pouvoir contre les piliers traditionnels du régime. Le procès-fleuve lancé contre le réseau Ergenekon, une nébuleuse militaro-nationaliste accusée de comploter contre le gouvernement et les démocrates, tourne, selon ses adversaires, à la "chasse aux sorcières". Des dizaines d'officiers supérieurs ont été arrêtés dans le cadre de cette affaire.

Pour faire annuler les deux articles réformant le système judiciaire, le parti kémaliste (CHP) a annoncé qu'il saisirait la Cour constitutionnelle. Celle-ci pourrait donc être chargée de se prononcer sur une réforme qui la concerne au premier chef.

LES HAUTES JURIDICTIONS

La Cour constitutionnelle (Yargitay). Composée de onze juges et de quatre suppléants, elle est chargée de protéger la Constitution de 1982. Trois de ses membres sont nommés par le président de la République, le reste par les hautes cours de justice civiles et militaires et par le Haut Conseil universitaire.

Conseil d'Etat (Danistay). Il fonctionne comme un tribunal et comme un organe consultatif. Les trois quarts des conseillers d'Etat sont nommés par le Haut Conseil des juges et magistrats, un quart par le président de la République. Il n'est pas concerné par la réforme.

Haut Conseil des juges et magistrats (HSYK). Equivalent du Conseil supérieur de la magistrature, il est composé de cinq juges, du ministre de la justice et de son sous-secrétaire. La réforme étendra à vingt et un le nombre de ses membres, nommés par le président de la République, les hautes cours et l'Académie de justice.

Erdogan soumettra sa réforme de la Constitution à référendum

AFP, Ankara - 06/05/2010

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a confirmé jeudi qu'il soumettrait à référendum une réforme de la Constitution, qui réduit le pouvoir de la hiérarchie judiciaire et de l'armée, s'il n'obtient pas la majorité requise au Parlement.

"Notre nouvelle étape sera d'entrer en campagne (pour un référendum). Nous avons commencé les préparations.

Nous nous présenterons à la nation", a déclaré M. Erdogan devant la presse.

M. Erdogan a précisé que le parti au pouvoir AKP et l'opposition s'étaient mis d'accord pour finir dans la nuit de jeudi à vendredi la deuxième et dernière lecture des amendements modifiant la Constitution.

Ils devraient dans la foulée voter sur l'ensemble du projet. Mais l'AKP ne disposant pas de la majorité des deux tiers requise pour que la réforme soit automatiquement et définitivement adoptée, l'exécutif devra soumettre l'ensemble à référendum.

Le gouvernement a réussi à faire adopter deux des trois amendements clés.

Le parlement a ainsi accepté jeudi de modifier la composition du Conseil supérieur de la magistrature (HSYK), un organisme qui nomme les juges et procureurs et prend des mesures disciplinaires.

Le Conseil s'est souvent opposé à l'AKP, qui est issu de la mouvance islamiste.

L'opposition accuse le gouvernement et l'AKP de vouloir modifier la Constitution pour museler la hiérarchie judiciaire et l'armée, institution jadis toute puissante en Turquie.

Le gouvernement juge nécessaire de changer la Constitution, écrite dans le sillage du coup d'Etat militaire de 1980, pour s'aligner sur les critères de l'Union européenne, à laquelle la Turquie veut adhérer.

Un autre amendement adopté mardi par le Parlement accroît de 11 à 17 le nombre des juges de la Cour constitutionnelle et donne au parlement le pouvoir de nommer certains d'entre eux.

La Cour constitutionnelle a failli interdire l'AKP, en 2008, pour violation des principes laïques de la République. Mais le même Parlement turc a rejeté lundi un amendement qui aurait rendu plus difficile le processus d'interdiction d'un parti politique.

D'autres amendements limitent la juridiction des tribunaux militaires et autorisent les tribunaux civils à juger des militaires, en temps de paix, pour des tentatives de coup d'Etat ou des crimes liés à la sécurité nationale.

De même, le chef de l'armée et ses quatre adjoints pourraient, dans certains cas, être jugés par la Cour suprême.

Le parlement turc accepte de modifier une haute instance judiciaire

AFP, Ankara - 06/05/2010

Le parlement turc a accepté jeudi de modifier la composition du Conseil supérieur de la magistrature, dans le cadre d'un projet controversé de réforme de la Constitution défendu par le gouvernement islamo-conservateur.

L'amendement à la Constitution a recueilli 334 des 550 voix au Parlement, soit quatre de plus que le minimum requis, a annoncé le président de la chambre Mehmet Ali Sahin.

Cet amendement prévoit de changer la composition du Conseil supérieur de la magistrature (HSYK), un organisme qui nomme les juges et procureurs et prend des mesures disciplinaires.

Le nombre des membres du Conseil doit passer de sept à 21, et le changement proposé a pour effet de réduire le pouvoir de nomination de la hiérarchie judiciaire, qui est hostile au gouvernement.

Le Conseil s'est souvent opposé au parti au pouvoir, le parti de la justice et du développement (AKP), qui est issu de la mouvance islamiste.

L'opposition accuse le gouvernement et l'AKP de vouloir modifier la Constitution pour museler la hiérarchie judiciaire et l'armée, institution jadis toute puissante en Turquie et qui se veut le défenseur des principes laïques de la République.

Le gouvernement explique qu'il est nécessaire de changer la Constitution, écrite dans le sillage du coup d'Etat militaire de 1980, notamment pour s'aligner sur les critères de l'Union européenne, à laquelle la Turquie veut adhérer.

Un autre amendement adopté mardi par le Parlement accroît de 11 à 17 le nombre des juges de la Cour constitutionnelle et donne au parlement le pouvoir de nommer certains d'entre eux.

La Cour constitutionnelle a failli interdire l'AKP, en 2008, pour violation des principes laïques de la République.

Mais le même Parlement turc a rejeté lundi un amendement à la Constitution qui aurait rendu plus difficile le processus d'interdiction d'un parti politique.

Le Parlement, qui en est à la deuxième et dernière lecture du projet, devrait voter sur l'ensemble avant la fin de la semaine.

Mais on s'attend à ce que le président de la République soit obligé in fine de soumettre cette modification constitutionnelle à référendum, une consultation qui aurait lieu en juillet.

Revue de la presse turque du 06.05.2010

TRT - 06/05/2010

Nous débutons la revue de la presse turque d'aujourd'hui avec le quotidien Haber Türk qui titre « Ils se rendent à Ahmedinejad ».

Le journal fait savoir qu'Ahmedinejad a annoncé que le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan et le chef d'Etat brésilien Lula da Silva se rendraient à Téhéran pour évoquer leur programme nucléaire. Selon l'information, le président iranien, qui se trouve à New York pour les réunions de lutte contre la prolifération des armes nucléaires, a noté qu'il acceptait la médiation du Brésil.

« Nous avons déclaré que nous sommes prêts à l'échange de combustible nucléaire. Si la partie en face de nous fait preuve d'un peu de sincérité je pense que nous pourrons sortir de cette impasse » a témoigné Ahmedinejad, qui a souligné que dans ce contexte le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan et le chef d'Etat brésilien Lula da Silva se rendraient à Téhéran et qu'ils trouveraient ainsi l'occasion d'aborder plus largement cette question.

« Nouvelle page dans les relations Turquie-Ouganda » titre Zaman et écrit que pour la première fois un président de l'Ouganda réalise une visite en Turquie. L'article précise que le président ougandais Yoweri Museveni, qui est venu à Ankara pour une visite officielle, a été reçu au palais présidentiel par le président Abdullah Gül qui a fait l'éloge de l'approche de son homologue ougandais vis-à-vis des investisseurs turcs. Le président ougandais a appelé encore une fois les hommes d'affaires turcs à investir dans son pays, note le journal.

« Les blessés irakiens sont à Ankara » titre le quotidien Cumhuriyet qui indique que 24 personnes blessées lors de l'attentat à la bombe perpétré en Irak ont été hospitalisées en Turquie. La déclaration faite par la présidence de la gestion des situations d'urgence et des fléaux relève que les responsables irakiens ont demandé que soient soignées en Turquie les personnes blessées lors de l'attentat à la bombe perpétré le 1er mai à Mossoul contre un véhicule transportant des étudiants.

« Dans ce contexte, avec la coordination de l'Etat-major, des ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Santé, 24 des blessés ont été conduits à Ankara par avion. Les blessés ont été hospitalisés dans les hôpitaux désignés » relève la déclaration.

Le journal Yeni Şafak fait part des violentes manifestations survenues en Grèce à cause de la crise économique. Notant que la Grèce a été paralysée hier à cause des manifestations, le journal rapporte que les révoltés, manifestant contre les mesures d'austérité adoptées par le gouvernement grec en contre partie de l'aide attribuée par l'UE et le Fonds monétaire international, ont incendié une banque et provoqué la mort de 3 personnes.

« Les regards braqués sur les indécis » titre Sabah concernant les élections générales qui se tiendront aujourd'hui en Angleterre. Le journal note que lors des élections générales tenues après un intervalle de 5 ans, aucun parti ne semblerait pouvoir obtenir la majorité au parlement, selon les sondages d'opinion des 7 dernières années. Un gouvernement de minorité ou de coalition devrait prendre le pouvoir en Angleterre.

La Turquie manipulée par l'Occident ?

Etyen Mahçupyan
Zaman France - 06/05/2010

"Le problème est plus simple pour la plus grande majorité turque : un régime a mis sous sa tutelle toute activité politique, elle supprime donc toute demande sociale et toute liberté. Et ce régime doit changer sans tenir compte de qui est au pouvoir."

Les efforts de démocratisation de la Turquie ont une composante externe majeure. Il semblerait qu'en tant que pays ayant catégoriquement obtenu l'approbation de l'Occident et plus particulièrement des Etats-Unis lors de ses coups d'Etat, la Turquie ait besoin de cela pour un vrai système démocratique aujourd'hui.

En réalité, les forces dynamiques internes de la Turquie sont assez fortes pour qu'elle se passe de ce soutien. Mais nombre des Occidentaux ont vraisemblablement du mal à comprendre cela. Le malaise qu'ils ont développé en ce qui concerne l'islam, qui a pris une signification politique depuis les attentats du 11 septembre, hante les esprits préoccupés par les changements en Turquie et l'identité de l'AKP (parti pour la justice et le développement). Bien que cela nous paraisse ridicule beaucoup d'Occidentaux parlent du danger de la réintroduction de la charia en Turquie. De plus grands groupes mentionnent les tentatives du gouvernement de contrôler l'appareil d'Etat ou son intention de créer une espèce de parti dictateur en diminuant le pouvoir du judiciaire. Cette ignorance est largement compréhensible. Les préjugés émanant de l'orientalisme sont toujours appliqués et une propagande effective est en place. Cela consolide le point de vue des Occidentaux. Le rapport de Gareth Jenkins sur l'affaire Ergenekon illustre bien cette propagande. Ce rapport avait pour but initial de prouver qu'il n'existait aucun réseau portant ce nom. Toutefois ni les informations ni les preuves du rapport de Jenkins étaient totalement véridiques. En d'autres termes, le rapport appuyait les points qui allaient dans son sens en omettant ceux contraires à sa position.

Si l'on se fie à ce rapport on peut bien sûr continuer de supposer que, par exemple, le mitraillage du Conseil d'Etat était motivé par des islamistes. Mais vous ne saurez jamais dans quelle mesure les auteurs de ce crime et le réseau Ergenekon sont liés. Ce que l'on peut constater toutefois c'est qu'il s'agit d'un crime néo-nationaliste que l'on essaie de présenter comme étant islamiste. Les procès ont révélé que les suspects étaient les mêmes que ceux qui avaient attenté contre le journal Cumhuriyet, et qu'ils étaient en étroite relation avec les principaux responsables du réseau Ergenekon. De plus, un récent communiqué du TÜBİTAK a révélé que les caméras de surveillance qui soi-disant ne fonctionnaient pas, fonctionnaient parfaitement mais que les bandes ont été effacées.

Cela peut s'expliquer par le fait que la compagnie de surveillance appartenait à l'armée. Il faut aussi savoir que beaucoup des opinions "expertes" publiées en Occident vont dans le sens de cette manipulation. Cela révèle une différence spectaculaire en termes de connaissances : les Occidentaux pensent qu'il existe un combat entre l'AKP et le pouvoir militaire et judiciaire. Ils pensent donc qu'ils doivent rester neutres dans cette discorde entre "deux maux". D'autre part, le problème est plus simple pour la plus grande majorité turque : un régime a mis sous sa tutelle toute activité politique, elle supprime donc toute demande sociale et toute liberté. Et ce régime doit changer sans tenir compte de qui est au pouvoir. Si l'on veut savoir quel type de régime l'AKP demande, la réponse est sans aucun doute "une démocratie" parce que c'est ce que les partisans de l'AKP revendiquent.

En effet des études récentes indiquent que le nombre de personnes soutenant les réformes constitutionnelles et judiciaires est d'environ 70%, un taux qui dépasse largement le nombre des partisans de l'AKP. Plus intéressant encore, 65% de la population est favorable à la question de savoir si ces réformes doivent être mises en place au Parlement actuel. Ces résultats prouvent qu'il existe différents débats et tensions au sein du pays. Le vrai problème n'est pas entre l'AKP et la bureaucratie mais il est au sein même de la bureaucratie. Autrement, on ne pourrait expliquer pourquoi les comptes-rendus des réunions qui ont constitué le squelette de l'opération "Balyoz" (marteau de forge), ainsi que les enregistrements audio, ont été gardés secrets pendant 8 ans par une personne ayant participé à ces réunions, pour être révélés au grand jour maintenant. De même, on comprendrait difficilement pourquoi les procureurs impliqués dans l'affaire Ergenekon ont agi avec détermination et compétence. Une chose est sûre : si ce n'était que pour une division au sein des forces armées ou du pouvoir judiciaire, l'AKP n'aurait jamais le courage de s'attaquer à ces coups d'Etat.

Ce qui se passe n'est en fait pas si compliqué. Nous sommes dans un processus similaire à ce qui s'est passé il y a quelques temps dans les pays d'Europe de l'est et à la situation actuelle de l'Argentine. La seule différence c'est qu'en Turquie on essaie de mettre ces réformes en application alors que l'ancien système est toujours en place. C'est la raison pour laquelle on peut encore observer des efforts de manipulation et que des rapports "experts", qui cachent la vérité, peuvent être publiés. La vraie valeur de ces rapports peut toutefois être facilement justifiée : Deniz Baykal est par exemple, le seul à constamment faire référence au texte de Jenkins et quand il le fait c'est à l'étranger.

Turquie : Pour qui voteriez-vous aujourd'hui s'il y avait des élections ?

Zaman France - 06/05/2010

Le parti de l'AKP est donné comme favori pour les prochaines élections, devançant de plusieurs points le CHP et le MHP.

Un sondage effectué par la firme Denge dans 25 provinces, prévoit une hausse du nombre de voix de l'AKP (Parti pour la justice et le développement) pour les élections municipales. Les esprits se sont tournés vers ce sondage lorsque Recep Tayyip Erdogan a déclaré que son parti obtiendrait 39% de voix lors d'une émission. A l'exception des abstentions, les personnes sondées déclarent que l'AKP obtiendrait 41,8% des voix. Le CHP (Parti républicain du peuple) quant à lui récolterait 23% des suffrages avec un pourcent de plus qu'en 2007.

Enfin, le sondage prévoit 16,4% de voix pour le MHP (Parti d'action nationaliste). Ce dernier avait obtenu un score de 14,27 % aux élections de 2007. Le taux d'abstention, lui, est estimé à 13,3%. Par ailleurs, une récente étude de l'Institut "Metropoll " montre que la perception de l'armée par l'opinion publique turque connaît un réel déclin. Il ne serait donc pas surprenant que l'AKP remporte les prochaines élections.

Le parlement turc rejette un article clé de la réforme de la Constitution

Zaman France - 06/05/2010

Le parlement turc a rejeté lundi un des articles clé de la réforme de la Constitution. Cette dernière est portée par le gouvernement islamo-conservateur et vise à limiter le pouvoir des groupes qui lui sont hostiles : la hiérarchie judiciaire et l'armée.

Cet article aurait privé le procureur général de son pouvoir de lancer auprès de la Cour constitutionnelle une procédure d'interdiction d'un parti politique, en imposant l'approbation préalable d'une commission parlementaire. L'amendement a été retiré de l'ensemble des réformes proposées puisqu'il a recueilli 327 voix sur 550, soit moins que les 330 requises, a annoncé le président du Parlement Mehmet Ali Sahin. Ce vote est une épine dans le pied du parti AKP au pouvoir, une formation issue de la mouvance islamiste, car il montre que plusieurs des 336 élus du parti n'ont pas soutenu cet amendement important.

L'AKP a été accusé par l'opposition d'avoir présenté cet amendement pour prévenir précisément toute velléité du procureur général de demander à la Cour constitutionnelle son interdiction. En 2008, l'AKP avait échappé de justesse à une interdiction pour violation des principes laïcs de la république. L'AKP a bouclé rapidement cet ensemble de réformes en mars, après un affrontement avec la haute hiérarchie judiciaire. Le procureur général avait alors indiqué qu'il s'interrogeait sur d'éventuelles pressions de l'AKP sur la justice, accusation qui pouvait entraîner une dissolution du parti.

L'opposition accuse le gouvernement de vouloir museler la justice par ces réformes, qui concernent aussi l'armée, une institution qui se veut le défenseur de la laïcité en Turquie. Le vote de lundi entre dans le second et dernier examen de ces amendements. Une première série de votes, la semaine dernière, a dégagé une majorité en faveur des amendements, mais sans la majorité des deux tiers requise pour une adoption automatique. Si ce cas de figure se répète cette semaine, les modifications de la Constitution devront être soumises à référendum.

La laïcité turque enfreint les libertés religieuses

Zaman France - 06/05/2010

Dans son rapport annuel, la Commission sur la liberté religieuse internationale (USCIRF) place encore une fois la Turquie dans une liste de 12 pays sous surveillance. Le rapport reproche à la conception turque de la laïcité de violer les libertés religieuses de la majorité et des minorités vivant dans le pays.

La Turquie reste sur la liste de surveillance des États-Unis, avec 11 autres pays, pour ses violations des libertés religieuses. Aux États-Unis, la Commission sur la liberté religieuse internationale (USCIRF) a publié son rapport annuel désignant 13 pays particulièrement préoccupants (CPP) en matière de telles violations, tout en mettant 12 autres pays sur une liste de surveillance. Cette année encore la Turquie reste sur cette dernière liste. Selon le rapport, les CPP de cette année sont le Myanmar, la Chine, l'Érythrée, l'Iran, la Corée du Nord, l'Arabie Saoudite, le Soudan, l'Ouzbékistan, l'Irak, le Nigeria, le Pakistan, le Turkménistan et le Vietnam. En plus de ces 13 pays, désignés comme les pires violateurs des libertés religieuses dans le monde entier, la liste 2010 comprend l'Afghanistan, la Biélorussie, Cuba, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, le Laos, la Russie, la Somalie, le Tadjikistan, le Venezuela ainsi que la Turquie pour "la nature et l'étendue des violations de la liberté religieuse perpétrées ou tolérées par les gouvernements".

Le rapport du comité critique également les administrations, anciennes et actuelles des États-Unis pour ne pas agir assez pour les droits religieux fondamentaux. La Commission a été fondée en 1998 par un acte du Congrès et a enquêté sur les conditions dans ce qu'elle appelle les "points chauds" où la liberté religieuse est en voie de disparition. En Arabie Saoudite, les violations sont décrites comme "systématique, flagrante et permanente" en dépit des réformes limitées mises en œuvre par le roi Abdallah. "En Chine, le gouvernement continue de s'engager dans "des violations systématiques et flagrantes de la liberté de religion ou de conviction", indique le rapport, annonçant une "détérioration marquée dans l'année écoulée, en particulier envers les bouddhistes tibétains et les ouïghours des régions musulmanes".

L'interprétation de la laïcité problématique de Turquie

L'USCIRF, qui publie également des rapports par pays, en plus de son rapport général, a gardé un œil attentif sur la Turquie pour de telles violations. Le rapport de l'année dernière sur la Turquie attirait l'attention sur l'interprétation problématique de la laïcité dans le pays. "L'interprétation que fait l'Etat turc de la laïcité a permis la violation de la liberté religieuse envers beaucoup de citoyens turcs, y compris les membres de la majorité et, surtout, pour les communautés religieuses minoritaires", indique le rapport, ajoutant que l'Etat utilise "la préservation de la laïcité" en tant que prétexte à "d'importantes restrictions" qu'elle impose à la majorité des musulmans. Une autre observation du rapport a été que "la conception de la laïcité du gouvernement turc se distingue de la version américaine de la séparation de la religion et de l'Etat, car elle reflète le contrôle de l'Etat sur toute l'activité religieuse dans la sphère publique". La pratique turque de la laïcité représenterait en ce sens une forme déformée de la compréhension moderne de la notion.

Le rapport de 2009 a également souligné l'influence des militaires sur le gouvernement qu'il influence sur les restrictions imposées à la religion dans la vie publique. Il détaille la façon dont chaque gouvernement turc qui "se confrontant à la définition étatique de la laïcité" a été soit interdit par la Cour constitutionnelle soit évincé par des coups d'Etat militaires. La Turquie a souffert de quatre coups d'Etat militaires en moins de 37 ans. Cependant, les tentatives de l'armée pour influencer le gouvernement ne se sont pas limitées à ces quatre interventions. L'interdiction du voile, qui a commencé à être appliquée rigoureusement à la suite du 28 février 1997, a été présentée comme un exemple de restrictions imposées aux musulmans sous la pression exercée par les militaires. Les femmes voilées ne sont pas autorisées à fréquenter les universités ou travailler dans les institutions publiques, bien qu'une telle interdiction soit dépourvue de toute base légale. Certaines femmes voilées ont même été refusées d'entrer à l'hôpital.

1er mai : la fin du coup d'Etat du 12 septembre ?

Zaman France - 06/05/2010

La place Taksim a été réouverte pour la première fois depuis plus de 30 ans lors de la célébration du 1er mai. Ce signe fort marque une rupture avec la politique militariste du passé qui avait muselé cette manifestation.

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont convergé samedi sur la place de Taksim, la plus connue d'Istanbul, pour y célébrer le 1er mai. Cette manifestation marque la fin des effets du coup d'Etat de l'armée turque du 12 septembre 1980 qui prohibait la célébration de la Fête du Travail. De fait, l'événement va de pair avec l'ouverture démocratique entreprise par le gouvernement qui vise à minimiser les interventions de l'armée dans la vie politique. La place était ouverte à la manifestation pour la première fois depuis 33 ans. En 1977, des dizaines de personnes avaient été tuées sur cette esplanade.

La vaste place, a été investie par une foule joyeuse, arborant une multitude de drapeaux colorés. Les autorités n'ont pas pu immédiatement évaluer le nombre de manifestants, mais les organisateurs, six confédérations syndicales et plusieurs dizaines de partis de gauche et d'associations, ont affirmé qu'ils attendaient plus de 300.000 personnes. "Aujourd'hui nous sommes heureux et fiers de célébrer le 1er mai avec les salariés sur la place de Taksim", a clamé Mustafa Kumlu, le président de la confédération Türk-İs. "Mais nous avons tous une dette envers ceux qui ont perdu la vie: démasquer et remettre à la justice ceux qui sont à l'origine des événements douloureux de 1977", a-t-il poursuivi.

"Aujourd'hui je n'ai pas peur, il n'y aura que la joie"

La place de Taksim était interdite aux manifestants depuis le 1er mai 1977, lorsque des inconnus avaient ouvert le feu sur la foule. Dans la panique générale, les incidents avaient fait 34 morts. Les auteurs de l'attentat n'ont jamais été identifiés par les autorités, mais les soupçons se portent sur des militants d'extrême droite soutenus par les services du renseignement. Samedi, de nombreux manifestants ont scandé "Main dans la main contre le fascisme". L'interdiction de la place était contestée par les syndicats et des affrontements avec la police ont eu lieu ces dernières années. Les heurts ont fait huit blessés en 2008, une quarantaine en 2009. L'an dernier, les autorités avaient lâché du lest en déclarant le 1er mai jour férié et en autorisant une partie du cortège syndical à pénétrer sur la place. Cette année, elles ont totalement ouvert la place.

Plus de 22.000 policiers ont été déployés et les manifestants se rendant sur la place ont été soumis à une fouille minutieuse. Mais la police est restée discrète et aucun heurt majeur n'a été rapporté. L'atmosphère était plutôt à la joie parmi les manifestants, estimant avoir remporté un important combat. "J'étais ici en 1977. Cette année-là, la célébration était aussi joyeuse, et puis les tirs ont commencé", a déclaré à l'AFP Günal Öztekin, un ouvrier retraité de 60 ans. "Mais aujourd'hui je n'ai pas peur, il n'y aura que la joie." "Nous avons payé un lourd tribut pour être ici aujourd'hui. Des milliers de nos camarades ont été arrêtés, mais le résultat de notre lutte est là", a commenté Aydin Demir, 44 ans, propriétaire d'un kiosque à journaux.

Grèce - Turquie : Réduction forcée du budget militaire

Zaman France - 06/05/2010

Confrontée à des difficultés financières sans précédent, la Grèce se voit obligée de réduire la voilure de ses dépenses militaires et de diminuer la tension avec la Turquie en mer Egée, raison essentielle de ses programmes d'armement.

"La Grèce est accablée par le coût des armements liés à la menace turque", a récemment déclaré le ministre de la Défense, Evanguélos Vénizélos. La Grèce qui entretient des relations compliquées avec son puissant voisin turc est l'un des pays de l'Union européenne et de l'Otan qui dépense le plus pour s'armer, par souci d'assurer un équilibre avec la Turquie. Selon l'Otan, la Grèce a affecté 6,896 milliards d'euros en 2008 à ses dépenses d'armement, 2,8% de son PNB, et celles-ci restent parmi les plus importantes de l'UE, devant la Bulgarie, la France et le Royaume-Uni. Les dépenses de son ministère seront en 2010 de six milliards d'euros, soit 2,8% du PIB.

Fin février, le ministre-adjoint de la Défense, Panagiotis Béglitis, avait affirmé que les économies s'élèveraient à "quelque 700 millions" en 2010. Il avait alors assuré que le ministère était "dans une phase de réévaluation des besoins en prenant en compte l'urgence de la situation économique et sociale". Le directeur général du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn, a indiqué dimanche, après l'adoption du plan de sauvetage financier de la Grèce par l'UE et le FMI, que les dépenses militaires de la Grèce seraient "nettement réduites" pendant les trois ans du programme de stabilisation. "Les dépenses militaires vont baisser, c'est sûr, jusqu'à 10 à 15% en 2010, mais je ne vois pas de baisse spectaculaire de l'ordre de 20%", a affirmé Thanos Dokos, expert des relations gréco-turques et de la défense à la Fondation hellénique des politiques étrangères et européenne (Eliamep).

Il existe "des marges de réduction dans le poste de fonctionnement et on attend des annulations ou des reports de programmes, notamment les plus coûteux, comme l'achat d'avions de chasse de la dernière génération", a-t-il précisé à l'AFP. "L'idéal, ce serait une réduction drastique et définitive des dépenses militaires. Mais c'est quelque chose que nous ne pourrions faire que de manière simultanée avec la Turquie", a indiqué de son côté un responsable socialiste grec, sous couvert d'anonymat.

Le Premier ministre turc bientôt en visite en Grèce

M. Dokos estime que "la relation gréco-turque domine la question des armements". "Avec la Turquie, rien n'a changé fondamentalement, les incursions de la chasse turque dans l'espace grec se poursuivent en mer Egée, je ne suis pas optimiste sur un accord gréco-turc de diminution bilatérale des armements, la Turquie a d'autres fronts que la Grèce", a-t-il estimé à deux semaines d'une visite prévue à Athènes du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. Estimant que la Grèce et la Turquie "sont devenues esclaves de leur affrontement", le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu avait appelé en décembre dernier dans un journal les deux pays à "se libérer de ce malentendu". "Nous devons nous libérer de ce malentendu, nous devons cesser de gaspiller de l'énergie et de l'argent dans une course aux armements et aux affrontements", avait-il souligné.

L'Anatolie : "véritable berceau du christianisme"

Selami Varlik
Zaman France - 06/05/2010

Alors que le projet d'ouverture démocratique entend donner plus de libertés aux minorités religieuses, Benoit de Sagazan, rédacteur en chef du Monde de la Bible, revient pour Zaman France sur la façon dont la Turquie "façonna" le christianisme, en en faisant une religion universelle.

Alors que la Turquie se trouve de plus en plus confrontée à la question de ses minorités religieuses, Benoit de Sagazan, rédacteur en chef du Monde de la Bible, décrit l'importance de l'Anatolie dans la constitution de la religion chrétienne. Evoquant une histoire commune, il insiste notamment sur la façon dont cette période de l'histoire du christianisme contribua à en faire une religion universelle. Egemen Bagis, ministre d'Etat et négociateur en chef de la Turquie pour l'adhésion à l'UE, a rencontré dernièrement les représentants des minorités religieuses de Turquie pour leur présenter le projet d'ouverture démocratique du gouvernement. Il avait alors expliqué que l'un des objectifs de ce processus, qui se concrétise actuellement à travers les débats parlementaires sur la réforme constitutionnelle, était de donner plus de libertés aux minorités religieuses dans l'exercice de leur culte. Bagis a rappelé la création d'un Groupe de suivi de la réforme (Reform İzleme Grubu), mené sous la direction de quatre ministres, et dont l'objectif est de contrôler les progrès concrets réalisés sur le plan des critères d'adhésion à l'UE, un important volet politique. Pourtant, la Turquie a encore d'énormes efforts à faire sur ce terrain. Dans son rapport annuel, la Commission sur la liberté religieuse internationale (USCIRF) l'a une nouvelle fois placée sur une liste de 12 pays sous surveillance. Le rapport reproche notamment à la Turquie sa conception de la laïcité qui viole les libertés religieuses de la majorité, mais surtout des minorités vivant dans le pays.

Si la Turquie est aujourd'hui largement identifiée à une certaine identité musulmane, qui représente d'ailleurs pour beaucoup un obstacle à son adhésion à l'Union européenne, elle a aussi une place importante dans l'histoire du christianisme. Benoit De Sagazan, rédacteur en chef de la revue Le Monde de la Bible, la voit même comme appartenant au "véritable berceau du christianisme". C'est donc pour redécouvrir ce patrimoine qui été "assez fondamental" dans l'histoire du christianisme, que la revue a consacré à ce sujet son avant-dernier hors série intitulé "Turquie, La terre qui façonna le christianisme". Les Actes des Apôtres rapporte que c'est à Antioche, dans le sud-est de la Turquie actuelle, que les disciples du Christ reçurent pour la première fois le nom de "chrétiens". Lui-même originaire de Tarse, Paul voyagea beaucoup en Turquie : Antioche de Pisidie, Iconium (aujourd'hui Konya), Ephèse, où il séjourna également longtemps et à qui il consacra une longue lettre. Lorsqu'ils ont dû quitter Jérusalem, les premiers chrétiens se sont réfugiés à Antioche où vivait, à l'époque, la plus grosse communauté de juifs et de chrétiens. C'est dans ce milieu là qu'a grandi Paul, considéré comme l'un des fondateurs du christianisme.

Une région d'intenses échanges de populations et de cultures

Benoit de Sagazan explique comment le christianisme s'est développé à travers les réseaux qui existaient à l'époque : "il y avait notamment en Turquie, une zone de développement incroyable depuis la pacification romaine. D'abord cela a toujours été une région très riche au niveau culturel, que ce soit du temps des hitites jusqu'à l'époque romaine, avec l'invasion des peuples du nord. C'est un berceau de civilisation l'Anatolie". Cette région a subi de nombreuses invasions et chaque envahisseur a apporté quelque chose. Le christianisme s'est développé grâce à des réseaux d'échanges et de circulations entre les différents ports de la côte. "Tous ces réseaux, le christianisme les a utilisés pour rentrer dans le monde romain, pour aller jusqu'à Rome", explique Benoit de Sagazan. La région est proche de Jérusalem, où est mort Jésus Christ. La première communauté a voyagé vers différentes contrées. Une partie est allée à Antioche, une autre partie est allée en Egypte, alors que Marc s'y rendait. On dit de Thomas qu'il est allé jusqu'aux Indes. Mais une des terres les plus fécondes à l'époque et qui s'est remplie le plus rapidement, c'est l'Anatolie. L'une des raisons qu'avance de Sagazan est la forte présence juive en Anatolie, étant donné que le christianisme s'est d'abord diffusé au sein du judaïsme.

Statut du Christ, de Marie, des images : La constitution de la théologie chrétienne

Les Juifs de la région anatolienne parlaient et échangeaient avec l'apôtre Paul qui était lui-même juif. Ce dernier a pourtant été l'un des premiers à dire que le message ne s'adressait pas uniquement aux Juifs, mais qu'il

pouvait aussi s'adresser aux Gentils, soit à ceux qui n'étaient pas juifs. Au sein même du christianisme, le débat a été très vif à ce propos notamment au premier Concile de Jérusalem, en 70, on opposait deux visions antagonistes : celle de Pierre et celle de Paul. Pour ce dernier, le message de Jésus Christ s'adressait à tout le monde alors que jusque là il fallait devenir juif pour être chrétien. La question que posait ce concile était donc de savoir si la foi en Jésus était suffisante pour être sauvé ou s'il fallait également observer les règles traditionnelles du judaïsme. C'est donc avec Paul que l'on a pu devenir chrétien sans être juif. Pour Benoit de Sagazan, c'est dans cette région là que le christianisme s'est universalisé. "Cette région a été un laboratoire, ajoute-t-il ; c'est là que la doctrine du christianisme s'est élaborée, au 4e, 5e, 6e siècle". C'est également en Anatolie, que le IIIe concile œcuménique d'Ephèse, en 431, proclama Marie "Mère de Dieu". C'est également dans cette région que fut élaborée la doctrine de l'unicité du christianisme, Jésus étant à la fois pleinement homme et pleinement Dieu.

C'est également en Anatolie qu'a démarré la fameuse querelle des images, l'iconoclasme. Si dans le judaïsme et l'islam on ne peut représenter Dieu, cet interdit était aussi valable dans le christianisme. Mais un concile a finalement décidé que, "Dieu s'étant incarné en Jésus, il pouvait être représenté". Par ailleurs, pour beaucoup de chercheurs c'est à Antioche qu'ont commencé les traductions et l'écriture des Evangiles ; cela à peine 20 ans après la mort de Jésus Christ. Benoit de Sagazan voit donc cette région comme le lieu où le "message est devenu plus universel".

Le dernier hors-série de la revue, intitulé Chrétiens Musulmans, premières rencontres, est encore en vente.

Medvedev à Ankara les 11 et 12 mai

RIA Novosti, Moscou - 06/05/2010

Le président russe Dmitri Medvedev effectuera une visite officielle en Turquie les 11 et 12 mai, a annoncé jeudi le service de presse du Kremlin.

Le chef de l'Etat russe conduira à côté du premier ministre turc Tayyip Erdogan la première réunion du nouveau mécanisme de consultation interétatique, le Conseil de coopération de haut niveau.

Le vice-premier ministre russe Igor Setchine, coprésident de la commission intergouvernementale russo-turque pour la coopération économique et commerciale, s'est rendu hier à Ankara afin de préparer la visite de M.Medvedev.

La Turquie occupe la cinquième place parmi les partenaires de la Russie, tandis que cette dernière se place première dans les échanges internationaux d'Ankara, l'énergie étant le domaine le plus développé des relations économiques et commerciales entre les deux pays.

Identité nationale : Turc on est, turc on reste

Radikal

Courrier International n° 1018 du 6 mai 2010

Turc on est, turc on reste. Pas question de devenir arménien, fût-ce le temps d'un tournage. En Turquie, le réalisateur Sebahattin Kat a toutes les peines du monde à trouver des figurants acceptant de jouer le rôle de combattants arméniens lors de la guerre russo-ottomane de 1877. *“Personne ne veut incarner un Arménien. Tout le monde veut jouer un héros turc. Nous essayons de leur faire comprendre que ce n'est qu'un film mais il n'y a rien à faire, ils ne veulent pas”*, se désole-t-il. Le cinéaste, qui tourne dans la région d'Erzurum, où il n'y a plus d'Arméniens aujourd'hui, ne désespère toutefois pas de vaincre ces réticences en augmentant ses cachets.

Revue de la presse turque du 05.05.2010

TRT - 05/05/2010

Sous le titre « L'Irak attend l'aide de la Turquie pour la stabilité politique », le quotidien Zaman évoque que les groupes irakiens attendent l'aide de la Turquie pour assurer la formation du gouvernement en surmontant le trouble politique, qui a vu le jour, après les élections du 7 mars.

Il est indiqué que dans le cadre de la coopération étroite avec tous les éléments en Irak, qu'Ankara a cette fois accueilli Salih Mutlaq, le dirigeant du Front irakien pour le dialogue national. Le leader sunnite Mutlaq s'est entretenu, hier, avec le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu. Lors d'une déclaration faite à la suite de l'entretien, M. Davutoğlu a félicité l'attitude raisonnable de Salih Mutlaq, bien que ce dernier ait été tenu en dehors des élections. Mutlaq a exprimé sa volonté que la responsabilité de former le gouvernement soit donnée à la liste Irakiye, vainqueur des élections et ayant le soutien des sunnites : « La Turquie n'est jamais intervenue aux affaires de l'Irak. Elle a gagné la confiance de tous. C'est pour cela que nous souhaitons qu'elle joue un rôle » a ajouté Mutlaq.

Star relate les élections législatives de demain en Grande-Bretagne en attirant l'attention à la présence marquante des candidats d'origine turque et Chypriote turque sur les listes électorales, dont quatre aux postes de député et 51 de membres des Conseils municipaux. Star note que c'est la première fois qu'un tel taux de participation de candidats turcophones est observé.

Les élections en Grande-Bretagne sont évaluées être les plus « vitales » de celles tenues depuis la seconde guerre mondiale, et importantes pour refléter « l'attaque politique » lancée par la communauté turcophone. Aux élections législatives, ont posé leur candidature Ayfer Orhan et Funda Pepperell du Parti des travailleurs, Gönül Daniels candidate indépendante et Nusret Şen du Parti communiste. Tandis que 51 candidats d'origine turque et Chypriote turque sont en lice pour prendre place aux Conseils municipaux.

Le quotidien Sabah écrit que suite aux nouvelles mesures d'austérité du gouvernement grec, qui a obtenu l'aide financière de l'UE et du FMI, que les manifestations et l'intervention de la police aux manifestants se durcissent davantage.

La population, qui s'est révoltée sur l'annonce d'un paquet de mesures d'austérité de 30 milliards d'euros, qui affectent en particulier les fonctionnaires, en contrepartie d'un crédit de 110 milliards d'euros, a trouvé remède à se plaindre du gouvernement auprès des dieux. L'Union de la lutte ouvrière a organisé, hier matin, une manifestation à l'Acropole, qui est un des lieux touristiques d'Athènes, est-il indiqué.

Le quotidien Hürriyet rapporte que le groupe suisse Sika, qui est actif dans le secteur des produits chimiques en bâtiment, a sélectionné pour être son centre de Recherche et Développement sur les amalgames de ciment, la Turquie où elle est implantée depuis 20 ans.

Selon la nouvelle, le directeur général de Turquie de Sika et directeur régional pour le Caspienne, Bora Yıldırım, a indiqué que la Sika avait investi près de 20 millions d'euros en Turquie, et qu'ils allaient servir 25 pays, auprès de la Turquie.

M. Yıldırım a expliqué que la Suisse avait mis en évidence sa confiance envers l'expérience des salariés turcs en choisissant la Turquie pour être son centre R&D (Recherche et Développement).

Zaman indique en titrant « Sur la proposition de la Turquie, la journée du jus de fruits sera célébrée » que la proposition de la Turquie a marqué le 16ème Congrès mondial du jus de fruits tenu pour la première fois en Turquie.

La Turquie a été l'initiatrice d'une journée de jus fruits dans le monde, note le quotidien. Ainsi qu'une sous commission a été constituée de suite en Turquie, et que cette dernière a été nommée à la présidence de la commission comprenant des marchés importants parmi lesquelles les Etats-Unis et l'Australie.

Revue de la presse étrangère hebdomadaire sur la Turquie du 05.05.2010

TRT - 05/05/2010

Le quotidien "Nezavisimaya Gazeta" publié en Russie rapporte l'entretien accordé par l'Ambassadeur de Turquie à Moscou Halil Akıncı à la veille de la visite attendue du Chef d'Etat russe Dmitri Medvedev en Turquie.

Selon le quotidien, au menu de la visite, seront abordés divers dossiers internationaux y compris le développement des relations bilatérales, ainsi que des entretiens entre les ministres des deux pays concernés auront lieu avant la rencontre des Chefs d'Etat et de gouvernement.

Il y est évoqué qu'un grand nombre d'accords seront signés à cette occasion.

Free Sunday, publié en Grèce, donne place à une interview réalisée avec le vice-ministre grec des Affaires étrangères Dimitris Droutsas.

Interrogé sur la visite prévue du premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan à Athènes et la réunion du comité des ministres turco-grec, Droutsas a souligné la nécessité d'être optimiste dans les relations avec la Turquie.

Droutsas a aussi relevé que la rencontre de vingt ministres des deux pays pourrait donner le jour à un moyen utile aux efforts de rapprochement entamés et à une nouveauté du point de vue de la Grèce.

Dimitris Droutsas a reflété la possibilité d'enregistrer des avancées pas à pas, tant que des réactions satisfaisantes ont lieu au cours de ces réunions.

Un autre quotidien grec Ethnos, signale qu'une solution sur la question Chypriote exige un investissement important de la part des parties.

L'article indique que certains Chypriotes grecs se font remarquer par leurs attitudes intransigeantes et qu'au lieu d'accuser la Turquie d'être la source de la non-résolution du problème, qu'il est nécessaire qu'ils fassent une autocritique.

Le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan a assumé toutes ses responsabilités en vue de trouver une solution, est-il estimé.

Le quotidien publié en Anglais en Nouvelle-Zélande, The Southland Times, traite aussi de la question Chypriote.

The Southland Times commente la question persistante depuis des années sur l'île, en évoquant que les Chypriotes grecs attirent sur eux les catastrophes avec des demandes exagérées en ne prêtant pas attention aux réalités stratégiques.

L'attitude des Chypriotes grecs de l'île persiste jusqu'à nos jours, écrit le quotidien néo-zélandais, qui rappelle le soutien des Chypriotes turcs au plan de réunification sur la forme d'une république fédérale sous l'égide des Nations Unies lors de la tenue d'un référendum en 2004, qui avait été rejeté par les Chypriotes grecs.

Gulf News, publié en Anglais aux Emirats-arabes-unis, titre "L'UE devrait étreindre la Turquie" un article sur son site Internet qui estime que l'UE ne devrait pas perdre de temps en soulignant la face moderne, laïque et démocratique de la Turquie fondée sous la direction de Mustafa Kemal Atatürk.

Selon le quotidien, les chapitres de négociation d'adhésion avec la Turquie devraient tous être ouverts le plus rapidement que possible.

Sur le site internet du quotidien El Hayat publié en Arabe à Londres, il est écrit que la Turquie constituait une plate-forme de rencontre commune entre le monde arabe et l'Occident, grâce à ses bons dialogues entretenus avec les deux communautés.

Le nouveau projet turc aura du succès tant que son objectif est d'établir des relations équilibrées avec le Moyen-Orient et l'Europe et de réduire les conflits, est-il dit.

Eksprese, publié en Azerbaïdjan, évoque la visite du président de l'Assemblée suprême Vasif Talibov en Turquie, que ce dernier a rencontré le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu et le Chef d'Etat-major le général Ilker Başbuğ, ainsi qu'il a été reçu par le président de la République Abdullah Gül, est-il précisé.

A l'ordre du jour, se trouvent la mise en place de liaisons aériennes İstanbul-Natchavant par THY et la construction d'un réseau de chemin de fer avec le Natchavant.

L'agence de presse économique Bloomberg publiée aux Etats-Unis note sur son site internet que la croissance économique du premier trimestre de la Turquie a accru les attentes sur la hausse du livre turque.

Il est relaté que le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé que les premiers effets du choc extérieur se sont dissipés sur l'économie turque et que la prévision de croissance de la Turquie a été tablée de 5,2 % pour 2010.

Dissidence dans les rangs de l'AKP, lors du vote d'un article important de la révision constitutionnelle

Jean Marcou

Observatoire de la Vie Politique Turque (OVIPO) - 05/05/2010

Le lundi 6 mai, le parlement n'a pas donné à l'article 8 du projet gouvernemental de révision constitutionnelle, les 330 voix qui lui sont nécessaires pour pouvoir être soumis à référendum avec le reste de la réforme. Cet article visait à modifier la procédure de dissolution des partis politiques, en exigeant désormais un vote du parlement pour confirmer la décision du procureur de la Cour de cassation, habilité à lancer les poursuites contre une formation politique devant la Cour constitutionnelle. L'article 8 est donc retiré du projet de révision. Jusqu'à là, lors de l'examen article par article, puis lors du premier vote global du projet gouvernemental, toutes les dispositions avaient obtenu les 330 voix fatidiques. Le rejet de lundi est donc un échec pour le gouvernement, car il concerne l'une des mesures clé de sa réforme, le parti au pouvoir ayant lui-même fait l'objet en 2008 d'une procédure qui avait failli aboutir à sa dissolution.

Depuis le début de l'examen de la révision constitutionnelle par l'assemblée nationale, le 22 mars dernier, les différentes formations politiques suivent une stratégie de vote rigoureuse autour de laquelle elles mobilisent les députés de leurs groupes. Les nationalistes du MHP ont systématiquement voté contre la réforme, tandis que le CHP, le DSP et le BDP, pour des raisons différentes, ont refusé de prendre part au vote. Toutefois, c'est surtout la discipline de vote des députés de l'AKP qui a polarisé toutes les attentions au cours des dernières semaines. En effet, face aux menaces de défection dans son propre camp, Recep Tayyip Erdoğan a investi le parlement depuis la mi-avril, hantant en permanence l'hémicycle de sa présence et reportant tous ses déplacements à l'étranger. Tous ces efforts n'auront pourtant pas suffi, puisqu'au moins 8 députés de l'AKP n'ont pas suivi les consignes de leur leader, lundi dernier. Ces dissidents seraient principalement des membres du parti gouvernemental, ayant été membres d'autres formations politiques, principalement nationalistes ou de centre-droit, comme Koksal Toptan, l'ancien président du parlement, remercié en 2009 au profit du légitimiste, Mehmet Ali Şahin. Recep Tayyip Erdoğan a tenté de rebondir, mardi 4 mai, en expliquant que ce revers prouvait néanmoins le caractère illusoire de toutes les allégations des derniers jours dénonçant la discipline dictatoriale qui existerait au sein de son parti. «Ceux qui évoquent une gestion dictatoriale de l'AKP se rendent compte qu'une telle gestion n'existe pas», a déclaré le premier ministre avant d'ajouter : «Porter atteinte à la liberté de vote de nos députés n'est pas conforme à la conception que nous nous faisons de la démocratie». Pourtant lundi dernier, l'ambiance s'était dégradée dans les rangs de l'AKP, lorsque l'un de ses responsables avait été surpris par les médias en train de dresser une liste des «traîtres», parmi lesquels, outre Koksal Toptan, se trouveraient Kürşat Tüzmen, Vahit Erdem, Murat Başesgioğlu, Sadık Yakut, Hilmi Güler et Reha Çamuroğlu. Il sera donc difficile de faire passer pour de la démocratie interne, ce qui apparaît comme le résultat d'une dissension importante au sein du parti.

On a souvent évoqué l'existence de conflits au sein du parti gouvernemental, formé certes à l'origine de militants et de cadres issus des anciennes formations islamistes «Refah» et «Fazilet», mais aussi de personnalités venues de tout le spectre partisan turc. Toutefois, jusqu'à présent la seule défection sérieuse s'était produite en mars 2003, lorsqu'une partie importante du groupe parlementaire de l'AKP avait refusé, contre l'avis du gouvernement, l'accès du territoire turc aux troupes américaines qui s'apprêtaient à envahir l'Irak. Pour autant le contexte, qui avait présidé à ce retournement, était sensiblement différent du scénario d'aujourd'hui. Les dissidents d'alors avaient expliqué avoir agi par conviction religieuse pour empêcher les Etats-Unis d'envahir un pays musulmans, tandis que les dissidents de lundi semblent avoir laissé libre cours à des pulsions nationalistes pour rejeter une réforme qui rendrait plus difficile, entre autres, la dissolution des formations politiques kurdes. La plupart des dissidents de 2003 avaient payé cher leur défection en n'obtenant pas l'investiture de leur parti pour les élections législatives de 2007. Les dissidents de 2010 connaîtront-ils le même sort en 2011 ? Dans les démocraties contemporaines, le mandat représentatif des parlementaires est souvent entamé par la discipline que les groupes parlementaires essaient d'imposer à leurs membres. C'est particulièrement le cas en Turquie où les formations politiques sont centralisées et étroitement contrôlées par un appareil suspicieux. Mais cela explique aussi peut-être que régulièrement cette discipline soit battue en brèche par des phénomènes de dissidence ou carrément par des changements d'appartenance politique.

En Turquie, l'éolien a le vent en poupe

Guillaume Perrier

www.econostrum.info - 04/05/2010

Le potentiel de la Turquie est estimé 90.000 MW

Les groupes énergétiques internationaux nouent des partenariats avec des entreprises turques pour investir sur le marché de l'éolien. Le gouvernement s'est engagé à revoir la législation afin d'accélérer l'essor du secteur et augmenter la part d'électricité produite grâce à cette énergie renouvelable.

L'entreprise française **Akuo Energy** va investir 1,5 Md € d'ici cinq ans dans l'énergie éolienne en Turquie. L'Allemand **REpower Systems** fournira 44 turbines pour cette « ferme éolienne » géante qui sera installée dans la province de Kirsehir, dans l'Ouest du pays. Le site sera l'un des plus grands d'Europe avec une capacité de production de 148,8 MW. Il doit entrer en fonction mi-2011.

La Turquie possède l'un des plus importants gisements éoliens du bassin méditerranéen et d'Europe - certaines études l'estiment même à 90.000 MW. Mais ce potentiel est encore largement inexploité. Actuellement, l'éolien ne fournit que 1.000 MW par an et la Turquie se classe au 19e rang des producteurs d'énergie éolienne dans le monde.

Les investissements européens se multiplient

Afin de faciliter les investissements, le ministère de l'énergie a annoncé son intention de simplifier les procédures d'attribution des licences et de réviser les tarifs d'achat. L'objectif du gouvernement turc est d'atteindre une production annuelle de 20.000 MW d'ici 2023. De quoi couvrir 20% de la demande intérieure annuelle d'électricité.

Attirés par ce marché, les grands groupes investissent massivement. **EDF Energies nouvelles** a pris une participation de 50% dans la société turque **Polat Enerji**, qui dispose de deux parcs éoliens opérationnels d'une capacité totale de 50 MW, d'un parc de 80 MW en construction, ainsi que de quatre projets d'une capacité supérieure à 200 MW.

L'Allemand **EnBW** a établi une joint venture avec l'entreprise turque **Borusan** et va investir 2,5 milliards d'€ dans les énergies renouvelables, éolienne et hydraulique, dans les dix prochaines années. Fin 2009, la société **RES Méditerranée**, installée à Avignon, est également arrivé sur le marché turc en acquérant un portefeuille de projets éoliens d'une puissance de près de 500 MW.

La Turquie parie sur le tourisme médical

Guillaume Perrier

www.econostrum.info - 04/05/2010

La Turquie cherche à devenir l'un des leaders mondiaux du tourisme médical. Soutenus par le gouvernement, les professionnels du tourisme et de la santé tentent d'attirer les patients européens, américains et moyen orientaux. Le potentiel de la Turquie est prometteur grâce notamment à des coûts de fonctionnement peu élevés. Le secteur pourrait attirer un million de patients étrangers en 2015.

La Turquie veut devenir une plateforme internationale pour le tourisme médical. Le secteur, en pleine expansion, pourrait rapporter plus de 5,9 Mds € en 2015, estime Ibrahim Artukarlan, responsable de l'**Organisation Turque pour le Tourisme Médical (Tuheto)**, une agence créée en 2009. La Turquie a accueilli 200.000 patients étrangers en 2009 et vise à terme l'objectif d'un million par an et un revenu de 15 Mds €.

La Tuheto, qui regroupe notamment des chaînes d'hôtels et de groupes hospitaliers privés, s'est lancée dans une vaste campagne de promotion du tourisme médical en Turquie. Fin mars, des forums ont été organisés à Chicago et à Alma-Aty, au Kazakhstan, auquel participaient une centaine de compagnies turques. D'autres campagnes seront menées d'ici l'été à Dubaï, en Russie, en Ukraine, en Suisse et en Allemagne.

Mobilisation des acteurs économiques et prix attractifs

Cette campagne est largement soutenue par le gouvernement turc. Elle a été initiée par le Ministère de la Culture et du Tourisme, qui cherche à diversifier la clientèle touristique en développant des niches comme le tourisme de conférences, le tourisme religieux, le golf ou le tourisme médical.

En 2009, 26 millions de touristes ont visité la Turquie. La compagnie aérienne nationale, **Turkish Airlines (THY)**, membre de la Tuheto, fait, elle aussi, la promotion du tourisme médical. Elle a déjà signé des protocoles d'accord avec plusieurs dizaines d'hôpitaux et propose des réductions de 10 à 25% pour les patients étrangers et leur famille.

Selon le **Conseil des relations économiques internationales (DEIK)**, qui a ouvert un site Internet dédié, la Turquie pourrait bientôt faire partie des géants du secteur, au même titre que l'Inde. Ses atouts : des installations modernes, un personnel qualifié et des coûts environ quatre fois à dix fois moins élevés qu'en Europe ou aux Etats-Unis.

Des forfaits "vols, nuits et opération" pour les patients scandinaves

Plusieurs chaînes hospitalières privées, comme **Acibadem**, se sont déjà lancées sur ce marché en pleine croissance en Turquie. Autre exemple, **Dünyagöz**, spécialisé dans la chirurgie oculaire, a réalisé en 2008 près de 20.000 opérations sur des patients venus de Scandinavie, d'Europe de l'Ouest ou des pays arabes. Le groupe propose des forfaits « vol, trois nuits et opération » à partir de 1.100€.

Dünyagöz possède en Turquie 13 cliniques modernes et équipées des dernières technologies. Son dernier établissement a été inauguré en avril à Antalya, le principal pôle touristique du pays. D'autres établissements se sont spécialisés dans la chirurgie esthétique ou dentaire, la fécondation in vitro mais aussi les cures thermales.

Turquie: un général et un procureur devant la justice pour complot

AFP, Ankara - 04/05/2010

Le procès dans lequel un général et un procureur sont les principaux accusés de participation au réseau Ergenekon, qui prévoyait de semer le chaos en Turquie pour renverser le gouvernement islamo-conservateur, s'est ouvert mardi, a annoncé l'agence de presse Anatolie.

Le général quatre étoiles Saldıray Berk, commandant la 3e armée stationnée à Erzincan (est), et le procureur général de la ville, İlhan Cihaner, ainsi que 12 autres prévenus, risquent 10 ans de prison pour appartenance à une "organisation terroriste".

Les autres prévenus sont huit militaires, trois agents des services de renseignement et un civil.

Le général Berk n'était pas présent à l'ouverture du procès à Erzurum (est), faisant valoir un engagement à Ankara.

L'acte d'accusation affirme que les prévenus étaient les protagonistes d'un plan visant à discréditer le Parti de la justice et du développement (AKP) ainsi que la puissante confrérie musulmane de Fethullah Gülen, qu'on dit proche de l'AKP, en cachant de la drogue, des armes et des documents compromettants dans des résidences universitaires de la confrérie.

Des perquisitions devaient permettre la saisie de ces objets et l'inscription de la confrérie sur une liste d'organisations terroristes.

Le plan aurait été conçu par un colonel travaillant à l'état-major.

Les juges ont été critiqués, l'accusation étant presque entièrement fondée sur des dépositions de témoins dont les identités sont tenues secrètes.

Selon le quotidien Vatan, le général Berk est accusé par un témoin d'avoir présidé une réunion d'officiers à Erzincan au cours de laquelle a été envisagée l'organisation d'un putsch contre l'AKP au cas où le parti serait en tête des sondages pour les législatives de 2011.

L'arrestation du procureur Cihaner a donné lieu en février à une grave crise entre l'AKP et les milieux judiciaires.

M. Cihaner menait depuis 2007 une enquête sur une autre communauté musulmane, soupçonnée de faire fonctionner des écoles religieuses clandestines.

Applaudie par les milieux pro-gouvernementaux et libéraux, qui y voient une avancée dans la lutte pour un Etat de droit, l'enquête a aussi de virulents détracteurs, qui accusent le gouvernement de vouloir faire taire l'opposition favorable à la laïcité.

Plusieurs dizaines de prévenus, dont des généraux, des journalistes et des chefs de la pègre, sont écroués dans le cadre de cette enquête ouverte en 2007.

Ankara dit faire son possible pour éviter un affrontement Occident/Iran

AFP, Dubai - 04/05/2010

La Turquie fera tout ce qui est en son pouvoir pour éviter un affrontement militaire entre l'Occident et l'Iran, mais Téhéran doit faire preuve de transparence sur son programme nucléaire, a affirmé le ministre turc des Affaires étrangères, cité mardi par un quotidien arabe.

"Nous ferons tout ce qui est possible pour bâtir la confiance entre l'Iran et les Etats-Unis et entre l'Iran et l'Occident pour éviter un affrontement militaire et d'éventuelles sanctions", a affirmé Ahmet Davutoglu dans une interview publiée mardi par al-Hayat.

Pour sa part, l'Iran "doit fournir des garanties" au sujet du caractère pacifique de son programme nucléaire "et faire preuve de transparence avec l'Agence internationale de l'énergie atomique" (AIEA), a-t-il ajouté.

M. Davutoglu s'est dit optimiste quant à la possibilité de parvenir à une "solution diplomatique" et appelé à intensifier les efforts dans ce sens.

Lors d'entretiens à Téhéran en avril, il avait affirmé que des progrès avaient été réalisés sur la crise du nucléaire iranien.

La Turquie est opposée à de nouvelles sanctions contre l'Iran et s'est déclarée prête à servir d'intermédiaire pour un échange d'uranium entre l'Iran et les grandes puissances.

Interrogé sur les relations avec Israël, le ministre turc a affirmé que son pays "ne resterait pas les bras croisés" face aux "attaques contre le peuple palestinien innocent".

"Ce qui compte pour nous, c'est l'objectif (de la relation avec Israël) et non la relation (avec Israël) en elle-même. Si l'objectif est de parvenir à la paix, nous maintiendrons de bonnes relations avec toutes les parties", a-t-il ajouté.

La Turquie, pays musulman mais laïque, a longtemps fait figure de principal allié régional d'Israël, mais leurs relations se sont nettement dégradées après l'offensive israélienne dans la bande de Gaza en décembre 2008-janvier 2009.

Les négociations de paix sur Chypre reprendront fin mai, selon l'ONU

AP, Nicosie - 04/05/2010

Les négociations sur la réunification de Chypre devraient reprendre la dernière semaine de mai, a annoncé mardi l'envoyé spécial des Nations Unies en Chypre Alexander Downer. La date n'a pas été arrêtée mais devrait être le 26.

Alexander Downer a précisé que le nouveau responsable turc chypriote Dervis Eroglu et le président grec chypriote Dimitris Christofias reprendraient les négociations abandonnées le 18 avril dernier en raison de l'élection présidentielle turque chypriote.

La Chypre est divisée depuis 1974, quand la Turquie a envahi le nord de l'île après un coup d'Etat fomenté par les partisans d'une union avec la Grèce.

Revue de la presse turque du 04.05.2010

TRT - 04/05/2010

Le quotidien Milliyet rapporte en titrant « Il a fait pleurer la ville de Samsun », la cérémonie funéraire du lieutenant d'artillerie Ahmet Altunoğlu, tué par les terroristes dans le district de Lice à Diyarbakır et inhumé dans sa ville natale Samsun en présence de près de 30.000 citoyens.

« Les négociations reprendront du point resté » est le titre de Zaman, qui prend en main la déclaration faite à l'issue de l'entretien du président de la République turque de Chypre du Nord Derviş Eroğlu et l'émissaire spécial du secrétaire général de l'Onu pour Chypre Alexander Downer évoquant la possible reprise des négociations le 26 mai. Une identité de vue a été assurée pour reprendre les négociations au point resté entre Talat et Christofias, précise l'article.

Cumhuriyet informe la tenue du Symposium d'Eurasie les 5 et 7 mai avec la participation de 35 pays, dont l'Albanie et la Macédoine au niveau présidentiel, tandis que la Bosnie-Herzégovine au niveau du premier ministre, relate le quotidien. Au 13ème Sommet sur l'économie d'Eurasie, seront abordées les attentes et les stratégies énergétiques dans le monde pour 2010 et après, ainsi que le projet Nabucco sera évalué sur l'axe du Caucase, du Moyen-Orient et de l'Asie centrale.

Sur les pages économiques de Milliyet, il est fait référence au crédit de 110 milliards d'euros assuré par l'UE et le FMI pour sortir de l'impasse la Grèce, de même que la Banque centrale européenne va acquérir les obligations grecques sans prendre en considération sa note de crédit. La Banque centrale européenne a annoncé qu'ils avaient appliqué une limite de crédit minimum pour que la Grèce puisse payer ses dettes et remplir ses engagements suivant la garantie, indique Milliyet.

« Que la mosquée soit érigée, mais sans minaret » titre Hürriyet se portant sur la proposition du gouvernement grec exprimant la demande de certains milieux orthodoxes sur la décision de la construction d'une mosquée en Grèce, qui avait été annoncée par le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan à la veille de sa visite prévue les 14-15 mai dans ce pays.

Une autre nouvelle reprise du même quotidien figure sous le titre « La messe à Akdamar sera un exemple pour le monde » en citant les propos du président du Comité spirituel du Patriarcat des Arméniens de Turquie, Aram Ateshian concernant la messe, qui aura lieu le 12 septembre à l'église de la Sainte Croix sur l'île d'Akdamar à Van, et qui a déclaré : « Nous allons organiser une messe et célébration exemplaires pour le monde ».

Nous allons achever avec une information figurant sur les pages culture et art du quotidien Cumhuriyet, qui informe l'ouverture de l'exposition de l'artiste colombien Fernando Botera, aujourd'hui au Musée Pera à Istanbul. L'exposition est une compilation de celle tenue en Corée en 2009 et qui a attiré 220.000 amateurs de l'art, indique le quotidien.

Après l'échec de sa candidature à l'Exposition Universelle de 2015, Izmir cherche à relancer son attractivité internationale

Benoît Montabone
Observatoire de la Vie Politique Turque (OVIPT) - 04/05/2010

La Foire annuelle du livre, qui s'est tenue à Izmir du 17 au 25 avril 2010, a été l'occasion pour la ville de réaffirmer son ambition internationale. Organisée au sein du «Kültürpark», traditionnel lieu d'exposition dans le centre-ville, cette manifestation a souligné combien l'organisation de Foires internationales est importante pour le développement économique de la région. Depuis 1937, Izmir organise tous les ans la «Foire Internationale d'Izmir», qui s'est imposée comme la Foire de référence de toute la Turquie, mais qui ne doit pas faire oublier la diversité des 35 autres foires internationales qu'organise la ville (Foire du marbre et de la mine, Foire des cosmétiques, Foire de l'huile d'olive etc.). La municipalité d'Izmir s'est dotée d'une agence spécialisée dans l'organisation de ces grands événements à portée internationale, (« İZFAŞ - İzmir Fuarçılık Hizmetleri Kültür ve Sanat İşleri Tic AŞ»), qui a pour ambition d'organiser des foires 365 jours par an. La ville a d'ailleurs envoyé une importante délégation à l'Exposition Universelle de Shanghai, avec à sa tête le président de la Chambre de Commerce («İZTO - İzmir Ticaret Odası»), Ekrem Demirtaş, pour promouvoir le dynamisme économique d'Izmir. Longtemps ville commerçante et industrielle, elle entend aujourd'hui développer une image environnementale, en soutenant les cultures biologiques ou les énergies renouvelables, et en organisant une incontournable Foire dédiée à l'environnement et l'écologie («Ekoloji İzmir Fuarı», 6-9 mai 2010).

«Izmir est la ville des foires, des congrès et des festivals», affirme Pınar Meriç, responsable du département des affaires européennes et internationales de la Mairie Métropolitaine d'Izmir. «Nous avons échoué pour l'Exposition Universelle à cause de notre trop faible capacité d'accueil», poursuit-elle. Les installations du centre-ville, qui commencent à dater, sont considérées aujourd'hui comme limitées, voire dépassées. La Mairie métropolitaine a entrepris la construction d'un nouveau centre des congrès international de 337 hectares, à Gazimir, à côté de l'aéroport international «Adnan Menderes». Il devrait accueillir les grands événements internationaux spécialisés, quand «Kültürpark» organisera les foires régionales ouvertes au grand public. Mais la course à l'événement mondial est pour l'instant suspendue. «Nous voulons d'abord renforcer les événements existants et diversifier nos activités touristiques. Izmir accueille chaque année 2,2 millions de visiteurs pour les foires ; le but est de les garder plus longtemps dans notre région», souligne Mme Meriç.

Le tourisme est donc la nouvelle priorité de la ville pour renforcer son attractivité internationale. L'activité touristique n'est pas nouvelle sur la côte égéenne, mais jusqu'à présent Izmir servait surtout de plaque tournante grâce à son aéroport international et sa gare routière nationale. Les plages de Çeşme et le site antique d'Ephèse, à Selçuk, ont toujours été préférés à la ville moderne et industrielle qu'est devenue Izmir. «Pour l'instant, les navires de croisière font escale à Kuşadası, plus proche du site d'Ephèse. Nous voulons favoriser l'accueil des croisiéristes en développant les transports pour visiter l'arrière pays depuis Izmir», affirme Dilara Sülün de la Chambre de Commerce d'Izmir (IZTO). La Mairie métropolitaine ne ménage pas ses efforts pour intervenir dans l'économie touristique, domaine jusque là réservé au Ministère de la Culture et du Tourisme. Elle finance les fouilles de l'ancienne Agora et projette d'y créer un Musée des civilisations égéennes ; elle restaure d'anciens hammams et synagogues ; elle a racheté l'ascenseur historique de Mithatpaşa pour le rénover et en faire un lieu d'attraction majeur de la ville ; elle construit un nouveau complexe culturel à «Karşıyaka» comprenant un opéra national. Dans «Milliyet» du 30/04/2010, le maire d'Izmir, Aziz Kacaoğlu, a d'ailleurs déclaré qu'il voulait faire de sa ville un «petit Paris».

Une telle ambition ne se réalise pas sans heurt. Dans son dynamisme, la Mairie métropolitaine suscite aussi des oppositions. Celles-ci se cristallisent, en particulier, autour du projet de rénovation du quartier de Kadifekale entre la citadelle au sommet et l'Agora, au pied de la colline surplombant la baie d'Izmir. La municipalité veut faire de cette zone résidentielle une aire de tourisme pour assurer la continuité spatiale des pôles touristiques dans la ville. Elle entend pour cela raser des «gecekondu» (quartiers informels bâtis par les migrants) consolidés et propose le relogement à leurs locataires, à Uzundere, un nouveau quartier résidentiel très loin du centre-ville. «Ici c'est un petit Mardin, c'est notre deuxième village», affirment les habitants dans le journal «Gazeteizmirli» d'avril 2010. Proche des centres d'emploi de cette population principalement originaire de Mardin (sud-est de la Turquie), ce quartier a l'impression de gêner les ambitions touristiques de la Mairie métropolitaine et vit mal son expulsion au nom de la préservation de vestiges antiques. Une mobilisation citoyenne semble émerger, avec l'appui d'universitaires de «Ege Üniversitesi». Mais le «petit Mardin» risque de ne pas peser bien lourd face au «petit Paris».

Le Parlement turc rejette une réforme de la Constitution

Les Echos - 04/05/2010

Le Parlement turc a rejeté hier un des articles clefs de la réforme de la Constitution que le gouvernement islamo-conservateur défend pour limiter le pouvoir de la hiérarchie judiciaire et de l'armée, qui lui sont hostiles. Cet article aurait privé le procureur général de son pouvoir de lancer auprès de la Cour constitutionnelle une procédure d'interdiction d'un parti politique, en imposant l'approbation préalable d'une commission parlementaire. Le parti au pouvoir, AKP, a présenté cet amendement afin de prévenir sa propre interdiction : il y a échappé de justesse en 2008, pour violation des principes laïques de la République.

Le parlement turc rejette un article clé de la réforme de la constitution

AFP, Ankara - 03/05/2010

Le parlement turc a rejeté lundi un des articles clé de la réforme de la Constitution que le gouvernement islamo-conservateur défend pour limiter le pouvoir de la hiérarchie judiciaire et de l'armée, qui lui sont hostiles.

Cet article aurait privé le procureur général de son pouvoir de lancer auprès de la Cour constitutionnelle une procédure d'interdiction d'un parti politique, en imposant l'approbation préalable d'une commission parlementaire.

L'amendement a été retiré de l'ensemble des réformes proposées puisqu'il a recueilli 327 voix sur 550, soit moins que les 330 requis, a annoncé le président du Parlement Mehmet Ali Sahin.

Ce vote est une épine dans le pied du parti AKP au pouvoir, une formation issue de la mouvance islamiste, car il montre que plusieurs des 336 élus du parti n'ont pas soutenu cet amendement important.

L'AKP a été accusée par l'opposition d'avoir présenté cet amendement pour prévenir précisément toute velléité du procureur général de demander à la Cour constitutionnelle son interdiction.

En 2008, l'AKP avait échappé de justesse à une interdiction pour violation des principes laïques de la république.

L'AKP a bouclé rapidement cet ensemble de réformes en mars, après un affrontement avec la haute hiérarchie judiciaire. Le procureur général avait alors indiqué qu'il s'interrogeait sur d'éventuelles pressions de l'AKP sur la justice, accusation qui pouvait entraîner une dissolution du parti.

L'opposition accuse le gouvernement de vouloir museler la justice par ces réformes, qui concernent aussi l'armée, une institution qui se veut le défenseur de la laïcité en Turquie.

Le vote de lundi entre dans le second et dernier examen de ces amendements.

Une première série de votes, la semaine dernière, a dégagé une majorité en faveur des amendements, mais sans la majorité des deux tiers requise pour une adoption automatique.

Si ce cas de figure se répète cette semaine, les modifications de la Constitution devront être soumises à référendum.

Turquie: l'inflation passe sur la barre des 10% en avril, à 10,2% (officiel)

AFP, Ankara - 03/05/2010

L'inflation en Turquie en glissement annuel s'est chiffrée à 10,2% en avril, a annoncé lundi l'Institut de la statistique (Tüik), un taux en progression alors que l'économie turque se rétablit après une année de crise.

L'inflation atteignait 6,13% en glissement annuel en avril 2009.

Les prix à la consommation ont progressé de 0,60% par rapport à mars, tandis que les prix de gros ont nettement augmenté de 2,35% sur la même période, leur hausse atteignant 10,42% en glissement annuel, a indiqué l'institut.

L'augmentation des prix à la consommation s'est chiffré à 6,53% en 2009.

La banque centrale turque a fixé pour objectif une inflation à 6,5% en 2010 et à 5% en 2011.

L'économie turque a connu une croissance de 6% au dernier trimestre de 2009, mettant un terme à un cycle de quatre trimestres de forte contraction en raison de la crise économique mondiale.

Le ministre de l'Economie Ali Babacan a affirmé que la croissance annuelle pourrait dépasser en 2010 l'objectif annoncé de 3,5%.

Chypre: reprise des négociations prévue

AFP, Nicosie - 03/05/2010

Les négociations de réunification de Chypre devraient reprendre le 26 mai, a déclaré aujourd'hui à Nicosie le nouveau dirigeant de la République turque de Chypre-Nord (RTCN), Dervis Eroglu.

"Les négociations vont très probablement commencer le 26 mai", a déclaré à la presse M. Eroglu, après une réunion avec Alexander Downer, l'envoyé spécial de l'ONU à Chypre.

Il a précisé que selon lui, "les négociations doivent commencer avec l'objectif de parvenir à un résultat positif (...) et qu'elles soient conclues dans un certain laps de temps avant d'aller à un référendum" sur un projet de règlement.

M. Eroglu a été élu le 18 avril "président" de la RTCN (reconnue uniquement par Ankara) face au sortant Mehmet Ali Talat, engagé depuis septembre 2008 avec le président chypriote-grec Demetris Christofias dans des pourparlers en vue de la réunification de l'île divisée depuis 1974.

M. Eroglu s'est engagé à poursuivre les négociations, mais ses vues nationalistes radicales font douter de ses intentions.

"J'espère que les négociations vont reprendre avant le début juin. Il faut que le rythme reprenne", a déclaré lundi M. Downer.

"Nous voulons que les négociations progressent sur les points de convergence auxquels nous sommes déjà parvenus, et non pas au tout début" des pourparlers, a-t-il ajouté.

M. Downer doit rencontrer mardi M. Christofias, à la tête de la République de Chypre, la partie sud de l'île, internationalement reconnue.

En 2004, les Chypriotes-turcs avaient approuvé un plan de réunification de l'ONU, rejeté en revanche par les Chypriotes-grecs.

Chypre est divisée depuis juillet 1974, quand la Turquie a envahi le nord de l'île à la suite d'un coup d'Etat fomenté par des nationalistes chypriotes-grecs, soutenus par la Grèce et visant à rattacher le pays à la Grèce.

La Turquie stationne quelque 35.000 soldats dans le nord de Chypre.

Grèce: la réduction des armements compliquée par la relation gréco-turque

Didier Kunz
AFP, Athènes - 03/05/2010

Confrontée à des difficultés financières sans précédent, la Grèce se voit obligée de réduire la voilure de ses dépenses militaires et de diminuer la tension avec la Turquie en mer Egée, raison essentielle de ses programmes d'armement, relèvent les experts à Athènes.

La Grèce, qui entretient des relations compliquées avec son puissant voisin turc, est l'un des pays de l'Union européenne et de l'OTAN qui dépense le plus pour s'armer, par souci d'assurer un équilibre de dissuasion avec la Turquie.

Selon l'OTAN, la Grèce a affecté 6,896 milliards d'euros en 2008 à ses dépenses d'armement, 2,8% de son Produit intérieur brut, et celles-ci restent parmi les plus importantes de l'UE, devant la Bulgarie, la France et le Royaume-Uni.

"La Grèce est accablée par le coût des armements liés à la menace turque", a récemment déclaré le ministre de la Défense, Evanguélos Vénizélos, précisant que les dépenses de son ministère seraient pour 2010 de six milliards d'euros, soit 2,8% du PIB.

Fin février, le ministre-adjoint de la Défense, Panagiotis Béglitis, avait affirmé que les économies s'élèveront à "quelque 700 millions" en 2010. Il avait alors assuré que le ministère était "dans une phase de réévaluation des besoins en prenant en compte l'urgence de la situation économique et sociale".

Le directeur général du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn, a indiqué dimanche après l'adoption du plan de sauvetage financier de la Grèce par l'UE et le FMI que les dépenses militaires de la Grèce seront "nettement réduites" pendant les trois ans du programme de stabilisation.

"Les dépenses militaires vont baisser, c'est sûr, jusqu'à 10 à 15% en 2010, mais je ne vois pas de baisse spectaculaire de l'ordre de 20%", a affirmé Thanos Dokos, expert des relations gréco-turques et de la défense à la Fondation hellénique des politiques étrangères et européenne (ELIAMEP).

Il existe "des marges de réduction dans le poste de fonctionnement et on attend des annulations ou des reports de programmes, notamment les plus coûteux, comme l'achat d'avions de chasse de la dernière génération", a-t-il précisé à l'AFP.

"L'idéal, ce serait une réduction drastique et définitive des dépenses militaires. Mais c'est quelque chose que nous ne pourrions faire que de manière simultanée avec la Turquie", a indiqué de son côté un responsable socialiste grec, sous couvert d'anonymat.

M. Dokos estime que "la relation gréco-turque domine la question des armements".

"Avec la Turquie, rien n'a changé fondamentalement, les incursions de la chasse turque dans l'espace grec se poursuivent en mer Egée, je ne suis pas optimiste sur un accord gréco-turc de diminution bilatérale des armements, la Turquie a d'autres fronts que la Grèce", a-t-il estimé à deux semaines d'une visite prévue à Athènes du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan.

Estimant que la Grèce et la Turquie "sont devenues esclaves de leur affrontement", le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu avait appelé en décembre dernier dans un journal les deux pays à "se libérer de ce malentendu".

"Nous devons nous libérer de ce malentendu, nous devons cesser de gaspiller de l'énergie et de l'argent dans une course aux armements et aux affrontements", avait-il souligné.

Alors qu'il était ministre des Affaires étrangères, l'actuel Premier ministre Georges Papandréou s'était lancé dans un grand effort de rapprochement bilatéral après les séismes meurtriers de l'été 1999 qui avaient frappé les deux pays. Mais après une amélioration des relations économiques et culturelles, les tensions militaires en mer Egée ont repris le dessus.

Revue de la presse turque du 03.05.2010

TRT - 03/05/2010

Le quotidien Star indique que les soldats décédés lors des attaques terroristes perpétrées à Tunceli et à Hakkari, ont été accompagnés pour leur dernier voyage avec des cérémonies auxquelles ont participé des dizaines de milliers de personnes maudissant le terrorisme.

Milliyet précise pour sa part que le chef d'état-major général, le général d'armée Ilker Başbuğ, soulignant que tous les membres de l'armée ont travaillé coude à coude lors de l'attaque terroriste, a déclaré que les soldats décédés ainsi que ceux qui ont pris part aux affrontements, ont lutté héroïquement.

Yeni Şafak fait savoir que le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu a expliqué à l'Université d'Oxford le rôle de la Turquie dans sa région.

Selon l'information du quotidien, M. Davutoğlu est intervenu lors de la conférence internationale intitulée « la politique extérieure de la Turquie dans le monde qui change » tenue au collège St Anthony à l'Université d'Oxford.

« Bien sur que la Turquie souhaite ouvrir ses frontières avec l'Arménie, car elle veut une intégration totale avec ses voisins » a affirmé M. Davutoğlu qui a ajouté « mais ouvrir les frontières avec l'Arménie ne sera pas suffisant, nous souhaitons que la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie s'ouvre également ». M. Davutoğlu a déclaré que la Turquie veut une région et des voisins fiables au Caucase, dans les Balkans et dans le Golfe.

Le quotidien Sabah fait savoir que le sous-secrétaire du ministère des Affaires étrangères et ambassadeur Feridun Sinirlioğlu s'est rendu en Israël en vue de faire des entretiens politiques. Selon l'information du quotidien, M. Sinirlioğlu s'est entretenu en Israël avec son homologue Yossi Gal. Effectuant une visite au consulat turc de Jérusalem, M. Sinirlioğlu a précisé que les entretiens se sont bien déroulés et portaient sur les sujets bilatéraux et régionaux.

Milliyet note que la Grèce allait faire un investissement de 110 milliards d'euros emprunté de l'UE et du FMI, et que les syndicats avaient affirmé que ce paquet allait faire reculer de 20 ans la qualité de vie des grecs. D'après l'information, l'UE et le FMI qui ont décidé d'accorder un crédit d'un montant de 110 milliards d'euros, a annoncé hier une nouvelle ordonnance amère visant à remettre en ordre l'économie grecque. Au sujet des préventions qu'il qualifie de 'plus sévère attaque de l'histoire de la Grèce', le porte-parole du syndicat des travailleurs grecs, Stathis Anestis a déclaré : « une aide est faite aux banques mais les travailleurs sont délaissés dans la misère ».

Le quotidien Hürriyet annonce que la catastrophe, due à la forte explosion de la plateforme pétrolière qui s'est ensevelie sous les eaux, vécue le 20 avril dans le large du Mexique, continuait crescendo.

D'après les images satellites de l'Université de Miami, le pétrole s'est répandu dans un espace de 9 mille kilomètres carrés et que cela était 3 fois supérieures aux prévisions. Quant à l'agence nationale américaine des océans et de l'atmosphère, elle a fait savoir que 25 000 barils de pétrole jaillissaient par jour dans les eaux bleues et que ce chiffre pouvait facilement hausser à 50 000 barils. L'expansion du pétrole pourrait durer 8 semaines et cela serait la plus grande catastrophe pétrolière de l'histoire.

Le quotidien Star s'attarde sur la première journée du défilé des Turcs qui a eu lieu dans la ville de Philadelphie dans l'Etat de Pennsylvanie. Star indique que le consul turc de New York, Mehmet Samsar intervenant au terme de la marche, a précisé qu'il y avait aux Etats Unis, des personnes souhaitant griffonner certaines pages de l'histoire de la Turquie. « Nous les turcs sommes fiers de toutes les pages de notre histoire, nous ne nions aucune de ces pages » a-t-il ajouté.

Turquie : la fin des peurs

Ismet Berkan (Radikal)
www.turquieeuropeenne.eu - 03/05/2010

Événement historique en Turquie : le 1er mai 2010 a vu les autorités ouvrir la place de Taksim aux manifestants. Levée d'un autre tabou, les éditorialistes en Turquie considèrent l'événement avec enthousiasme qui, comme la fin symbolique du régime hérité du dernier coup d'Etat de 1980, qui, comme une promesse de reconstruction pour la gauche turque, qui encore, comme le signe de l'effondrement du système de production des peurs institué par des organisations comme Ergenekon. Ismet Berkan envisage ce 1er mai historique comme une liberté acquise sur des peurs imposées depuis des années à la société turque.

Qui était-il ce président américain qui déclara « la seule chose dont nous ayons à avoir peur, c'est la peur elle-même » ? N'était-ce pas JFK lui-même ? Et n'avait-il pas déclaré cela au plus dur de la guerre froide, dans ce Berlin où s'initia ce conflit ? Et voyez donc si nous n'avons pas, nous, hier après-midi, finalement saisi toute la vérité de ces paroles ? Pendant tant d'années on nous a fait peur avec ces mots de 1er mai et de Taksim [*Place d'Istanbul, foyer de nombreuses manifestations sociales ou politiques en Turquie qui fut le cadre d'un massacre, le 1er mai 1977, faisant 33 morts, NdT*]. Et avouons-le, oui, la grande majorité d'entre nous avons cédé à cette peur.

Or que s'est-il passé hier à Taksim ?

Toutes ces peurs qui étaient les nôtres, encore une fois, pour paraphraser Lénine, ont rejoint la vieille poubelle de l'histoire. La totalité de nos peurs était artificielle. Oui, la totalité. Oui, ceux qui nous faisaient peur, ont menti pendant toutes ces années, consciemment, volontairement.

Et pour ajouter encore à nos peurs, les 1er mai au petit matin, ils fermaient les ponts sur le Bosphore. Ils avaient des informations selon lesquelles des gens se seraient apprêtés à organiser une action d'envergure. Et puis après avoir fouillé tout ce qui passait sur les ponts toute la journée, trouvaient-ils quelques indices venant confirmer ces informations ? Non. Ils ne trouvaient rien et pour une raison bien simple : c'est que ces informations reçues d'on ne sait où n'étaient que de vastes mensonges destinés à nous faire peur, à nous, et plus grave encore, au gouvernement.

Vous avez usé de gaz lacrymogènes sur des gens attablés aux terrasses des cafés, vous les avez frappés. Parce que pour pouvoir continuer de faire peur, il fallait qu'il « se passe quelque chose de grave ». Et c'est vous qui les avez produits, ces événements.

Ça rimait à quoi de passer au canon à eau, à sept heures du matin, des travailleurs rassemblés à Sisli, à des kilomètres de la place de Taksim ? Votre but ne fut jamais de manger de ces bonnes grappes de raisin. Non, votre but, c'était seulement de battre le viticulteur [*Référence de l'auteur à un proverbe turc assez célèbre, NdT*]. Et vous l'avez bien battu d'ailleurs.

La mission de la police est d'appliquer les lois, de veiller qu'ainsi les citoyens puissent jouir de leurs libertés. Si vous faites des citoyens, des menaces, des ennemis - et c'est bien ce qu'a fait la police d'Istanbul dans toutes les manifestations, elle a considéré le citoyen moyen comme un ennemi - vous ne pouvez en aucun cas constituer cette garantie des libertés pour les citoyens. Et vous ne l'avez d'ailleurs pas été.

Maintenant dans quelle montagne le loup est-il mort, qu'hier les responsables de la sécurité se sont soudain souvenus de leurs missions légales et que des centaines de milliers de travailleurs ont enfin pu renouer avec l'expression de leurs libertés ? Quel qu'il soit, ce loup dans sa montagne, je suis d'avis de lui dresser un mausolée.

Et ont-ils eu honte hier ces gens qui nous ont fait peur pendant des années ? Ont-ils eu honte ceux qui ont entravé pendant des années la simple liberté de manifester et de se rassembler, parce qu'ils tremblaient du haut de leurs positions institutionnelles ? Ont-ils eu honte, lorsqu'ils virent hier se rassembler plus de cent mille personnes, dans l'ordre, sans aucun heurt, et sans présence policière visible ?

Et moi je prétends aujourd'hui que toutes les peurs qui nous sont imposées, tout comme celle du 1er mai à Taksim, ne sont que des peurs artificielles.

Aujourd'hui, il n'est plus de risque de réaction islamiste, comme il n'est plus de risque de coup d'Etat.

Il n'est en fait plus qu'une chose dont nous ayons encore à avoir peur : c'est de tous ceux qui tentent de nous faire peur, et surtout de nous faire faire ce qu'ils souhaitent en nous faisant peur. Ergenekon, telle qu'elle est jugée aujourd'hui, est une organisation fonctionnant sur ce mode-là.

Et vraiment, nous devons tout d'abord craindre d'être sujets de telles peurs. Parce que si nous entretenons des peurs, alors nous renonçons facilement à nos libertés. C'est la raison pour laquelle nous devons interroger courageusement ceux qui ont voulu, ceux qui veulent nous apeurer : cette peur est-elle véritable, et si oui dans quelle mesure ? N'ayez pas peur, n'ayons pas peur.

Source : Radikal, le 02-05-2010